

revue de Rexecode



n° 68

3eme  
trimestre  
2000

## Editorial

# Vers un nouvel âge d'or de la croissance européenne ?

Une croissance des pays émergents  
de 5 à 6 % est financièrement soutenable

Accélération de la productivité globale  
des facteurs aux Etats-Unis

Vagues d'innovation, nouvelles technologies  
et croissance économique

Ralentissement démographique général  
et vieillissement de la population

*Une présidence européenne  
qui arrive au bon moment*

*Les conditions d'un scénario  
favorable à la croissance  
européenne*

*La contrainte de financement  
externe ne devrait pas limiter  
la reprise*

*Les nouvelles évaluations  
de la productivité américaine*

*Peut-on mesurer le retard  
français dans les nouvelles  
technologies ?*

*Vieillesse plus marqué  
en Europe et au Japon*

Rexecode  
Centre de Recherches  
pour l'Expansion  
de l'Economie  
et le Développement  
des Entreprises

# revue de Rexecode

---

Le Comité d'Orientation des Etudes  
réunit des économistes des institutions associées à Rexecode  
afin d'orienter les programmes d'étude de Rexecode

Gérard Maarek	Chef du Département Etudes Economiques à la Caisse Nationale du Crédit Agricole
Vincent Romay	Directeur des Etudes et du développement à Paris-Bourses SA
Michel Didier	Directeur de Rexecode
Michel Gensollen	Chef du Service des Etudes Economiques à la Direction du Plan et de la Stratégie de France Telecom
Jean-Eudes Moncomble	Chef du Département Economie d'Electricité de France
Gérard de Lavernée	Directeur adjoint chargé des études économiques et de la conjoncture Mouvement des Entreprises de France
Alain Sanglerat	Chef du Service Economique de Gaz de France à la délégation à la stratégie et à la gestion
Henry Savajol	Directeur à la Direction des Etudes au Crédit d'Equipeement des Petites et Moyennes Entreprises
Jean-Pierre Gondran	Secrétaire Général du Groupe des Fédérations Industrielles



Revue de Rexecode • Quatre numéros par an  
Editée par Rexervices - 102, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

Economistes : Michel Didier, Jean-Michel Boussebart, Bruno Cavalier,  
Hugues Chevalier, Anne Faivre, François Faure, Denis Ferrand,  
Delphine Meddé-Chazel, Michel Martinez, Christophe Pineau  
Edition, secrétariat : Martine Grangé ; Graphiques : Aïcha Brak, Dominique Dalle-Molle.

Copyright : Rexervices





# Sommaire

## *Editorial*

**Une présidence européenne qui arrive au bon moment . . . . .1**

**Vers un nouvel âge d'or de la croissance européenne ? . .3**

**Une croissance des pays émergents de 5 à 6 %  
est financièrement soutenable . . . . .19**

*Bruno Cavalier, François Faure,  
Delphine Meddé-Chazel*

**Accélération de la productivité globale des facteurs  
aux Etats-Unis . . . . .25**

*Denis Ferrand*

**Vagues d'innovation, nouvelles technologies  
et croissance économique . . . . .29**

*Michel Didier, Michel Martinez*

**Ralentissement démographique général  
et vieillissement de la population . . . . .35**

*Jean-Michel Boussemart*





# Editorial

## Une présidence européenne qui arrive au bon moment

*Michel Didier*

La France vient de prendre la présidence de l'Union européenne. Cette présidence arrive au bon moment. L'Europe est en effet dans une conjonction favorable. Depuis nos dernières perspectives de moyen terme il y a un an, l'économie mondiale a fait preuve d'un dynamisme plus grand que celui que nous attendions. Les pays émergents ont rapidement surmonté leurs crises financières. Aux Etats-Unis, non seulement le ralentissement attendu n'a pas eu lieu, mais la demande intérieure s'est au contraire encore accélérée fin 1999. Quant à l'Europe, elle a retrouvé un dynamisme oublié depuis plus de dix ans.

Cette bouffée de croissance au-delà de nos prévisions de l'époque a entraîné une dérive de l'inflation et une hausse des taux d'intérêt que nous n'attendions pas dans les proportions constatées. L'écart de conjoncture au bénéfice des Etats-Unis a aussi entraîné une nouvelle appréciation du dollar par rapport à l'euro et une très sensible amélioration de la compétitivité-prix des pays de la zone euro. La question est aujourd'hui de savoir si cette accélération de croissance est seulement conjoncturelle ou bien si elle doit conduire à réviser en hausse non seu-

lement les perspectives immédiates mais aussi les tendances de moyen terme.

Pour éclairer ce débat, nous avons dans ce numéro de la revue cherché à documenter quelques questions cruciales concernant la dynamique économique des prochaines années. Les inflexions démographiques commenceront-elles à se faire sentir ? Une nouvelle crise financière des pays émergents est-elle envisageable ? A-t-on déjà constaté un accroissement de la productivité globale des facteurs aux Etats-Unis ? La France peut-elle prendre le chemin des Etats-Unis grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ? Ces questions font l'objet de quatre articles de cette revue.

Les réponses conduisent à un certain optimisme. Une phase de croissance saine paraît pouvoir se poursuivre dans les pays émergents sans risques de déséquilibres. Des changements démographiques lourds sont certes amorcés dans les pays développés, mais d'ici 2004 les ressources de main d'œuvre progresseront encore à un rythme à peine ralenti. Les dernières données de comptabilité nationale montrent que la vague des nouvelles technologies de l'infor-

mation et de la communication se serait effectivement accompagnée aux Etats-Unis d'un renforcement de la productivité globale de l'économie. Pour ce qui est du rythme d'entrée dans la nouvelle économie, qui n'a été étudié ici que pour la France en raison de l'insuffisance des données statistiques européennes, la réponse est plus mitigée mais elle laisse les perspectives relativement ouvertes. Un scénario optimiste, présenté à titre de référence dans le premier article de la revue, réunit les hypothèses favorables. Dans ce jeu d'hypothèses, la croissance européenne serait en moyenne proche de 3 % au cours de la période de 1999 à 2004, au-dessus au début de la période (en 2000 notamment), un peu au-dessous par la suite.

L'une des conditions est que les Etats-Unis s'engagent effectivement sur un chemin désormais classique d'atterrissage en douceur. La croissance américaine reviendrait momentanément au-dessous de sa tendance longue (qui est de 3% l'an selon les nouveaux comptes nationaux) mais elle éviterait les pauses qu'elle a connues en 1990-1991, ou en 1980-1982. Les tensions inflationnistes ne devraient alors pas s'accroître de sorte que les taux d'intérêt seraient désormais assez proches de leur point haut.

L'Union européenne enregistrerait certes les effets du ralentissement américain, mais elle pourrait conserver un rythme de croissance de

l'ordre de 3 % en 2001, un peu au-dessus de la tendance des vingt-cinq années antérieures. En définitive, la perspective d'un monde en croissance plutôt rapide, sans heurts et sans tensions inflationnistes est aujourd'hui vraisemblable. C'est une situation idéale pour les marchés financiers. Mais il est vrai aussi que plusieurs conditions sont nécessaires pour cela et que beaucoup de risques subsistent.

Il reste que, contrairement à la situation de la décennie des années quatre-vingt-dix, la première urgence européenne n'est pas aujourd'hui la conjoncture économique. Pour assurer la croissance européenne, il est plus important de faire de la politique : aménager le cadre institutionnel pour qu'il ne constitue pas rapidement un nouvel obstacle à la croissance économique. Unifier autant que possible le cadre fiscal et social pour harmoniser l'espace économique. Franchir une nouvelle étape vers le marché unique en unifiant les marchés régulés à l'échelon européen (il est paradoxal par exemple que l'Europe, qui a commencé par la Communauté du Charbon et de l'Acier, n'ait pas encore une vraie Communauté des Télécommunications). Enfin, il convient de se rappeler qu'il n'est de richesses que d'hommes, et que la recherche, la formation et le savoir sont les moteurs profonds de la croissance. Les chantiers ne manquent donc pas pour de nouvelles avancées européennes. ■



# Vers un nouvel âge d'or de la croissance européenne ?

La croissance européenne avait été de 1,4 % par an en moyenne entre 1990 et 1995. Elle a retrouvé depuis un rythme proche de la tendance antérieure et elle devrait même atteindre 3,3 % en 2000. L'objet de cette étude est d'explorer les conditions d'un scénario de croissance soutenue pour l'Europe dans les prochaines années et les risques conjoncturels de la période. Le scénario est caractérisé par une progression moyenne du PIB proche de 3 % l'an au cours de la période 1999-2004 pour l'Union européenne, un peu plus en 2000, un peu moins après 2001. Dans ce scénario, l'augmentation du PIB par habitant deviendrait même supérieure de près d'un demi-point à celle des Etats-Unis alors qu'au cours de la dernière décennie, l'écart avait été de 0,8 % par an au bénéfice des Etats-Unis. Mais des hypothèses aussi optimistes sont-elles réalistes ?

## Une conjoncture européenne favorable

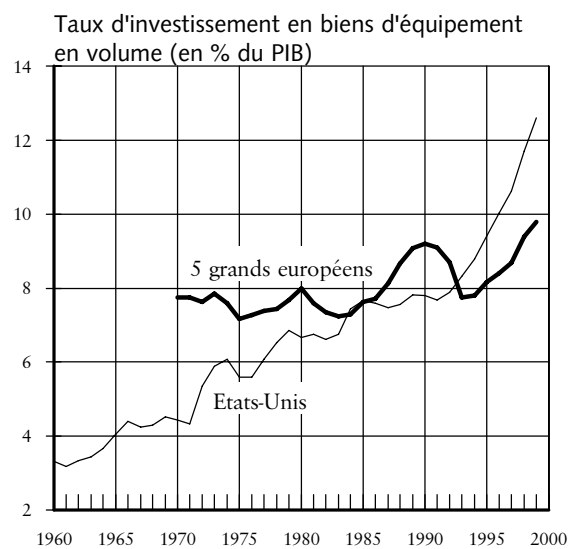
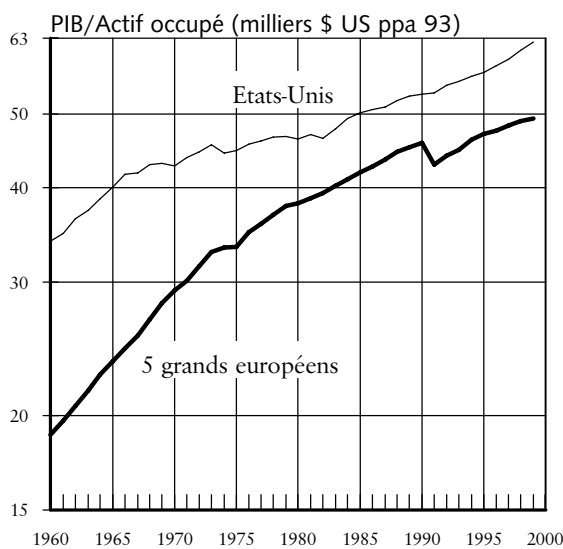
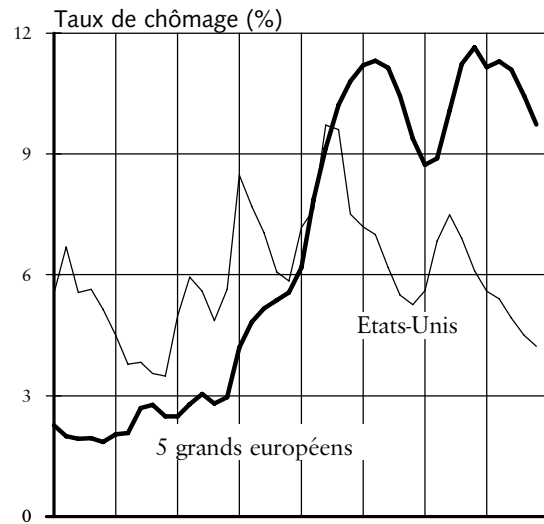
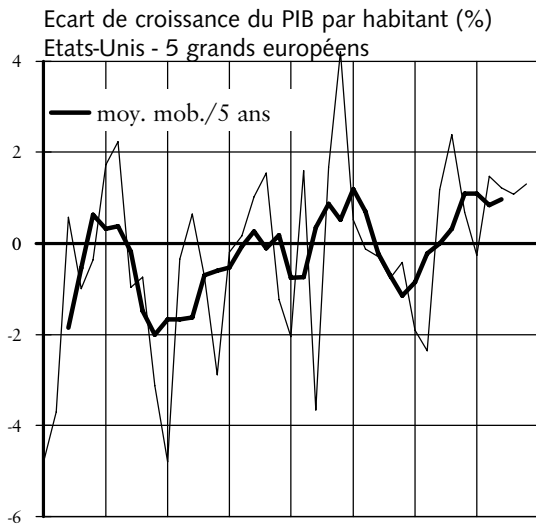
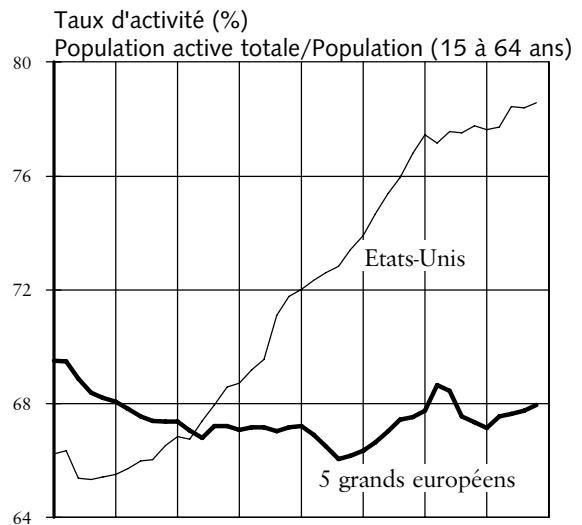
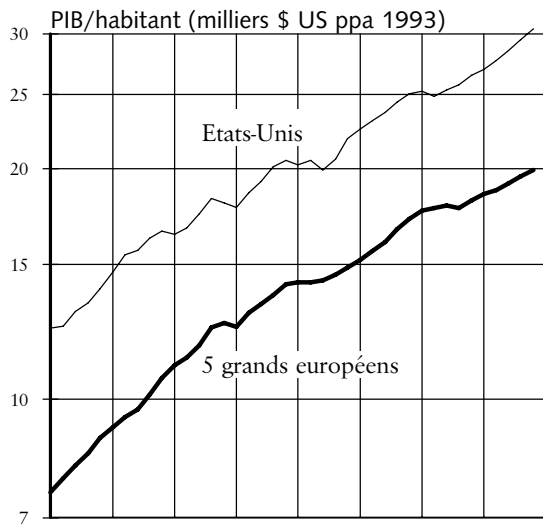
La bonne situation actuelle laisse espérer une croissance supérieure à la tendance passée au cours des prochaines années.

## La remontée du dollar stimule les exportations européennes

Entre 1990 et 1999, les exportations de la zone euro (six plus grands pays de la zone) ont augmenté en moyenne de 5,4 % par an pour une « demande mondiale à l'Europe » de 6,2 % (importations des zones partenaires pondérées par leur poids dans les exportations européennes). Il y a donc eu des pertes de parts de marchés. La forte hausse du dollar depuis le début 1999 a ramené le coût de l'heure de travail en Europe un peu en dessous de celui des Etats-Unis et les pays de la zone euro dans leur ensemble ont cessé de perdre des parts de marché.

Dans l'hypothèse d'une progression tendancielle du commerce mondial et du maintien du taux de change entre l'euro et le dollar au voisinage de un pour un jusqu'à 2004 (choisi comme horizon dans nos analyses), les exportations de la zone euro pourraient progresser de 7 % en moyenne par an au cours des cinq prochaines années, soit légèrement au-dessus de la demande adressée à l'Europe (6,8 %) et au-dessus de la tendance passée.

## Europe\* et Etats-Unis : croissance et activité



\* 5 grands : Allemagne (avec l'ex-RDA après 1991), France, Royaume-Uni, Italie et Espagne

© REXECODE



## **La surprise de l'absence d'inflation**

La hausse des prix du pétrole s'est répercutée sur les indices de prix à la consommation, mais il n'y a au stade actuel pas de mécanisme de spirale inflationniste prix-salaire ni en Europe, ni même aux Etats-Unis. La reproduction des mécanismes passés le justifierait pourtant. Deux explications sont possibles. La première est que des facteurs conjoncturels favorables (dont l'effet déflationniste des crises des économies émergentes) ont compensé les éventuelles pressions internes. L'autre est que les prix restent comprimés par la vigueur de la concurrence mondiale, mais que les pressions inflationnistes existent de façon latente dans l'économie. En termes de théorie du déséquilibre, nous serions actuellement aux Etats-Unis dans une situation de type « inflation contenue » caractérisée par un excès de demande sur les deux marchés des biens et du travail. Il suffirait alors de peu pour que cette inflation latente s'extériorise.

Nous retenons ici l'hypothèse que l'accélération des prix fin 1999-début 2000 est liée pour l'essentiel à la remontée des prix du pétrole et qu'elle n'est pas de nature à engendrer une véritable dérive inflationniste. La modération des salaires observée ces dernières années se poursuivrait compte tenu de l'ampleur du chômage qui subsiste en Europe. En outre, la mondialisation des échanges et la déréglementation de certains marchés (télécommunications, énergie) qui n'est pas achevée en Europe devraient agir dans le sens de la modération des hausses de prix. Dans ce contexte, le cycle de resserrement de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne prendrait fin en 2001.

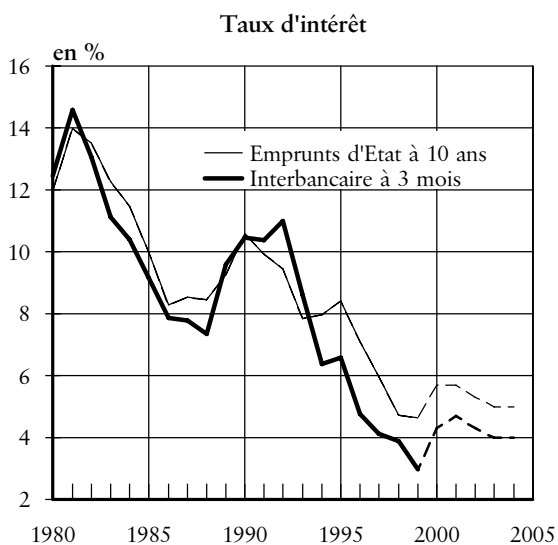
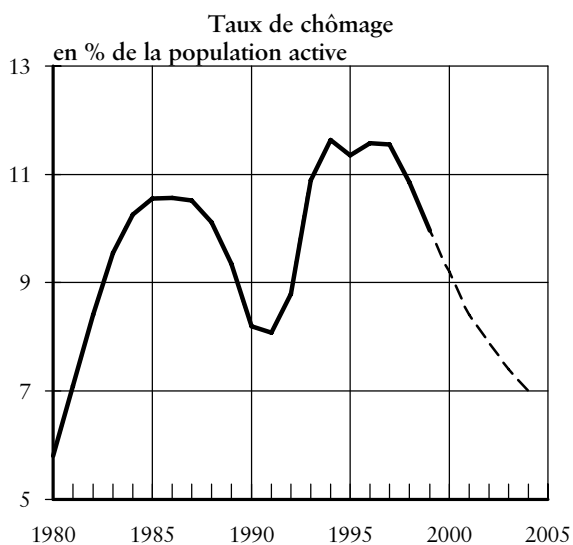
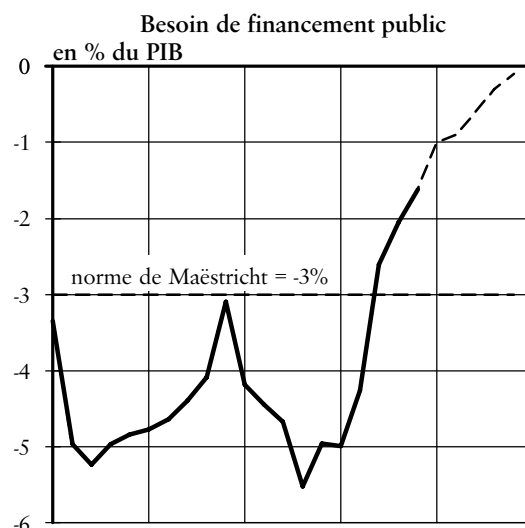
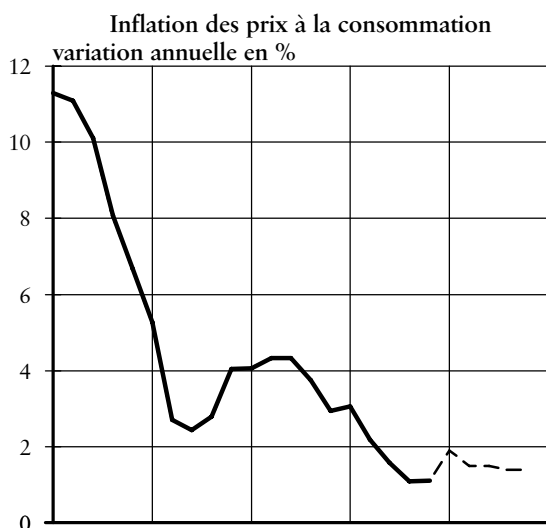
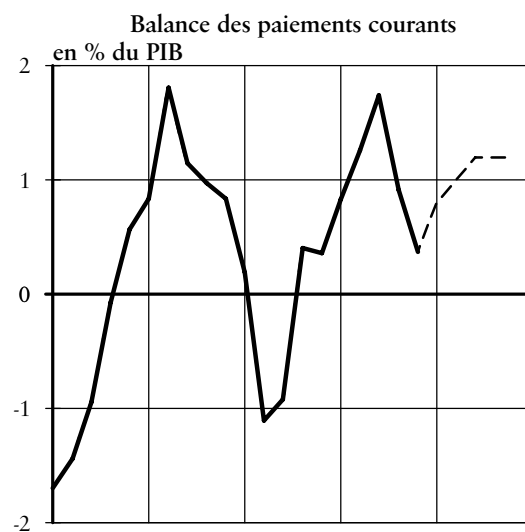
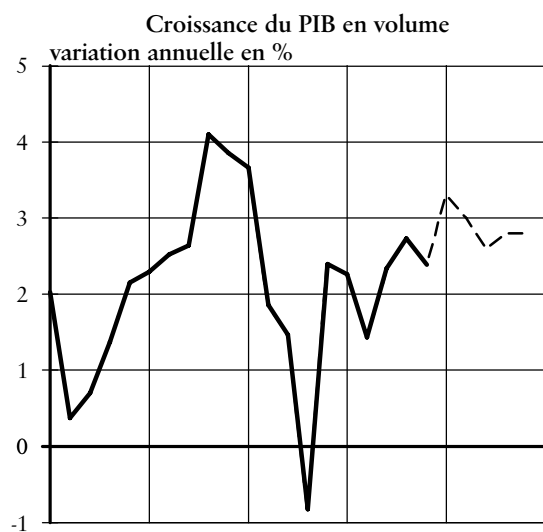
## **Une croissance plus assurée en Europe**

Les conditions macroéconomiques de la croissance se sont améliorées dans la période récente. La situation budgétaire des pays de l'Union Economique Monétaire a complètement changé en quelques années. La maîtrise des déficits reste à l'ordre du jour, mais les efforts complémentaires pèseront moins sur la consommation des ménages et sur l'investissement public qu'au cours de la décennie passée dans la mesure où les déficits se sont déjà fortement réduits. Aussi la demande intérieure européenne se consoliderait-elle, celle de la zone euro pouvant atteindre environ 2,5 % en moyenne sur les cinq prochaines années. En particulier, si les tendances démographiques justifient une croissance faible de l'investissement en logement, on peut espérer en revanche une progression encore soutenue de l'investissement productif. L'observation comparée des efforts d'investissement en biens d'équipement entre les Etats-Unis et l'Europe montre en effet que l'écart s'est nettement creusé au cours de la décennie 1990. L'impératif de compétitivité incite à un effort des entreprises pour le combler.

## **Une conjoncture française particulièrement vigoureuse**

La France a plutôt mieux résisté que la plupart des pays européens aux crises financières des pays émergents et au ralentissement du commerce mondial de 1998. La croissance française a été supérieure à la moyenne européenne en 1999 et elle l'est encore légèrement. L'explication tient sans doute moins à d'éventuels changements structurels qu'à la conjonction de facteurs qui ont pénalisé certains de nos partenaires comme l'Allemagne et l'Italie (dont les exportations ont été plus affectées

## Zone euro : tendances longues \*



\* rétropolation des séries : calcul Rexecode

© REXECODE

par le recul des pays émergents) ou le Royaume-Uni (ralentissement après un long cycle de croissance forte).

La conjoncture est particulièrement favorable dans l'industrie manufacturière française. L'état des carnets de commandes et de la production s'est à nouveau amélioré depuis six mois. Les stocks sont jugés insuffisants. Le taux d'utilisation des capacités est au-dessus de la moyenne de longue période. Les industriels anticipent la poursuite de la hausse des effectifs et ont prévu d'accroître leur effort d'investissement. Dans le secteur de la construction, l'activité est restée soutenue y compris dans la branche du logement neuf. Dans le secteur des services aux entreprises, l'activité s'est certes légèrement modérée, mais elle s'est accélérée dans celui des services aux particuliers. Dans l'ensemble des secteurs, les perspectives sont bien orientées.

La vigueur du rebond conjoncturel a entraîné une hausse des effectifs (440 000 emplois créés dans le secteur privé entre mars 1999 et mars 2000). Cette amélioration de la situation du marché du travail continue d'entraîner la consommation, mais le premier moteur de la croissance est désormais l'investissement. A court terme, l'investissement des entreprises devrait rester dynamique en raison du niveau élevé de la demande et de l'augmentation des taux d'utilisation des capacités de production.

### Retour de l'économie française vers la croissance moyenne européenne

Le ralentissement de la demande mondiale en 2001 conjugué à la remontée de l'euro se traduira par un ralentissement des exportations. De

plus, les entreprises françaises confrontées à la fois à une hausse des taux d'intérêt et à une dégradation de leur taux de marge due notamment aux 35 heures seront amenées à modérer progressivement leur effort d'investissement et de créations d'emplois en 2001-2002. Le ralentissement des créations d'emplois se traduirait alors par une modération des gains de pouvoir d'achat des ménages et de leur consommation, malgré une légère baisse de l'épargne de précaution. Au total, la croissance française reviendrait progressivement dans la moyenne européenne. En termes de niveau d'expansion, le taux de croissance moyen de 1999 à 2004 de l'économie française serait dans ce scénario de 2,9 % par an, soit très sensiblement au-dessus de la

Le ralentissement américain, s'il est assez modéré mais pas trop, permet d'éviter l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et une rechute du dollar. Par conséquent, la croissance européenne resterait soutenue

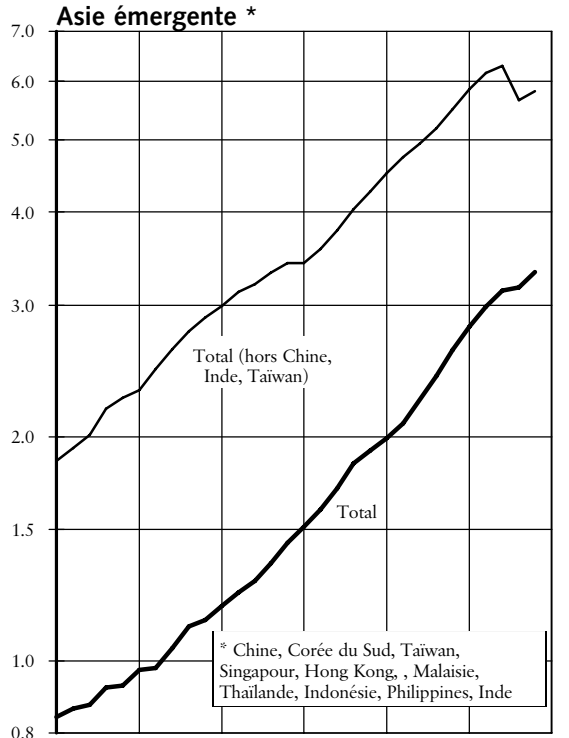
#### Un scénario de moyen terme « optimiste »

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>1 - Croissance du volume du PIB</b>	<i>Variations en %</i>					
Monde	3,3	4,5	3,9	3,6	3,7	3,9
Ensemble de la zone OCDE	2,8	3,8	2,7	2,5	2,7	2,9
dont : Etats-Unis	4,2	4,9	2,7	2,6	2,8	3,2
Japon	0,3	1,3	1,1	1,6	1,7	1,7
Union européenne	2,3	3,3	3,0	2,6	2,8	2,8
dont : Allemagne	1,3	2,7	2,9	2,3	2,6	2,6
France	2,9	3,6	3,2	2,6	2,7	2,8
Royaume-Uni	2,1	2,8	2,6	2,8	2,8	2,8
Italie	1,4	3,0	2,6	2,5	2,6	2,7
Espagne	3,7	4,0	3,3	3,0	3,4	3,4
Pays hors OCDE	4,1	5,5	5,5	5,0	5,0	5,2
<b>2 - Commerce mondial (en volume)</b>	7,1	9,5	7,1	6,3	6,7	6,8
<b>3 - Prix</b>						
Prix du pétrole (\$/baril de Brent)*	17,8	25,2	19,5	19,0	19,0	19,0
Taux d'inflation aux Etats-Unis	2,2	3,2	2,4	2,2	2,0	2,0
Taux d'inflation de la zone euro	1,9	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4
<b>4 - Taux de change</b>	<i>Moyenne sur la période</i>					
1 \$ = ...euro	0,94	1,05	1,00	1,00	1,00	1,00
= ...yens	114	111	115	115	115	115
<b>5 - Taux d'intérêt à 3 mois</b>						
Etats-Unis	4,8	6,3	6,5	5,8	5,0	4,8
Japon	0,2	0,2	0,8	1,0	1,2	1,2
Zone Euro	3,0	4,3	4,7	4,3	4,0	4,0
<b>6 - Taux d'intérêt à 10 ans</b>						
Etats-Unis	5,6	6,5	6,5	6,1	5,7	5,5
Japon	1,7	1,8	2,0	2,5	2,7	2,7
Zone Euro	4,6	5,7	5,7	5,3	5,0	5,0

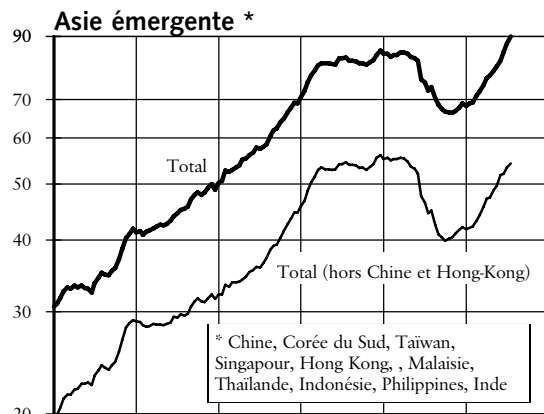
\* moyenne sur la période.

## Pays émergents

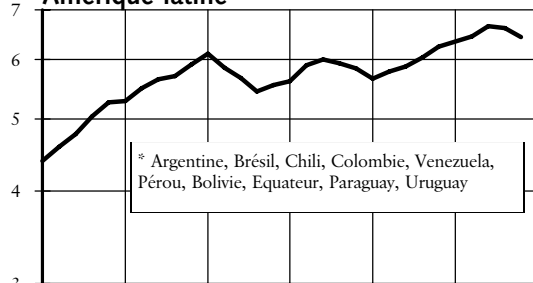
**PIB par habitant  
(milliers \$ ppa 1993)**



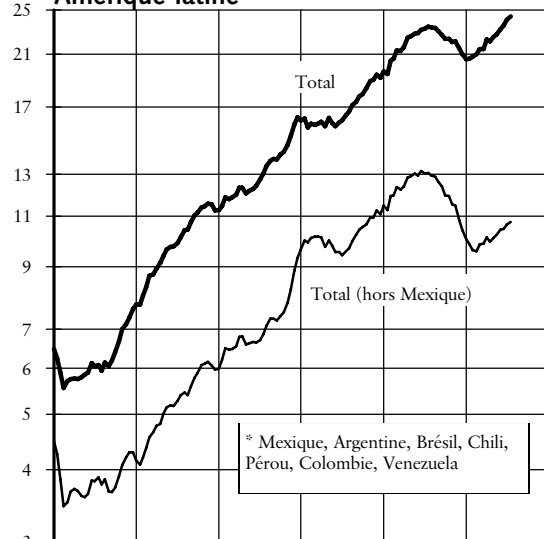
**Importations de marchandises  
(milliards de \$ US - mm3)**



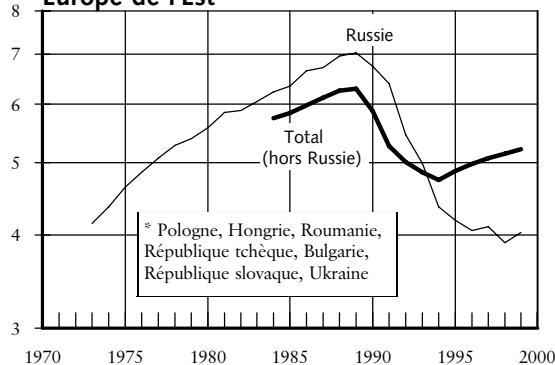
**Amérique latine \***



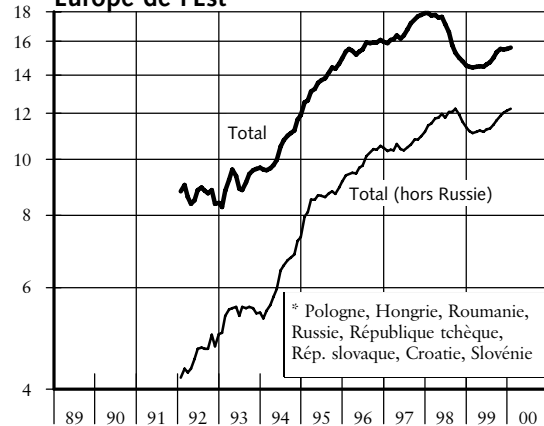
**Amérique latine \***



**Europe de l'Est \***



**Europe de l'Est \***



© REXECODE

tendance moyenne de 1973 à 1999 (2,1 %).

On peut s'interroger sur les chances d'une telle inflexion de tendance pour l'Europe et pour la France. Les espoirs sont placés dans le contexte favorable créé par l'euro et la diffusion des nouvelles technologies. Mais en contrepartie, au moins en France, le choc de coût des 35 heures risque de pénaliser la croissance. Comment ces facteurs contraires se combineront-ils en définitive ? La réponse reste évidemment incertaine. Examinons plus précisément les facteurs d'expansion et les facteurs de risque.

## **Les facteurs favorables à la croissance à moyen terme**

Trois hypothèses importantes conditionnent ce scénario. Ces hypothèses concernent la persistance d'une croissance soutenue dans les pays émergents, un ralentissement américain permettant d'éviter tout risque inflationniste, enfin l'apparition des premiers effets de la nouvelle économie sur l'économie européenne.

### **Le retour à la croissance des pays émergents**

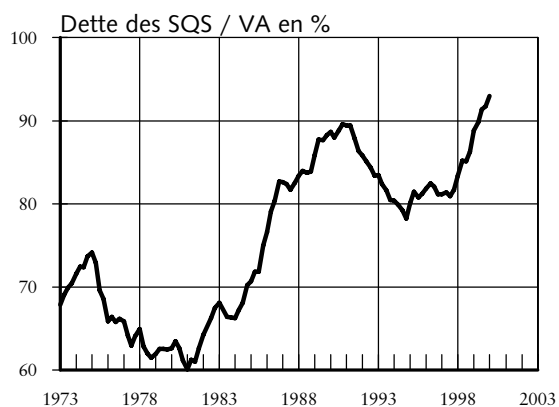
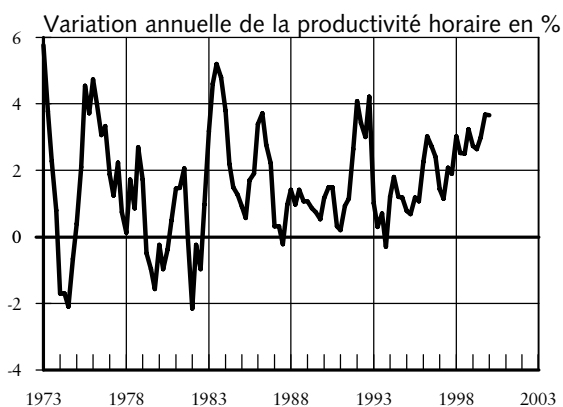
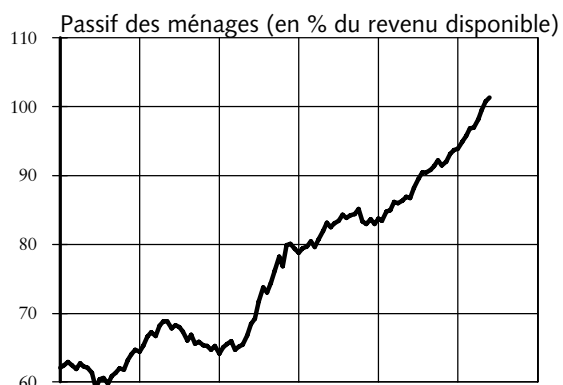
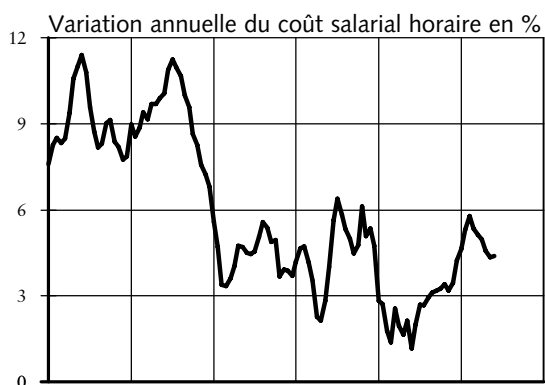
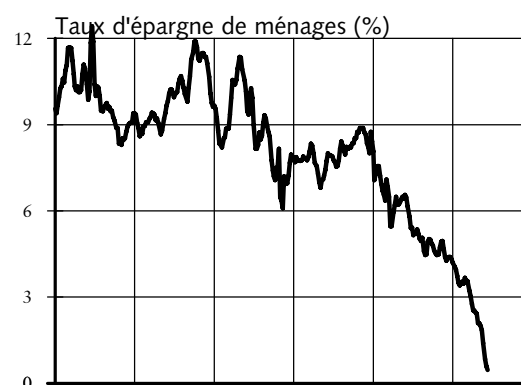
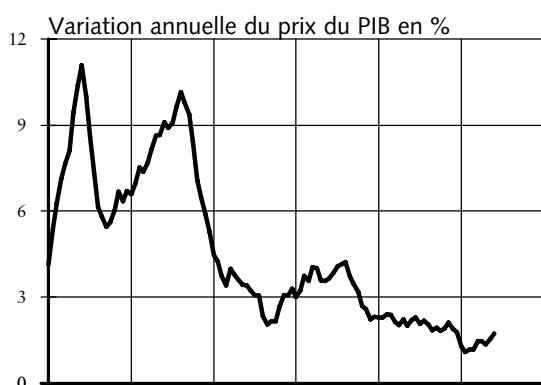
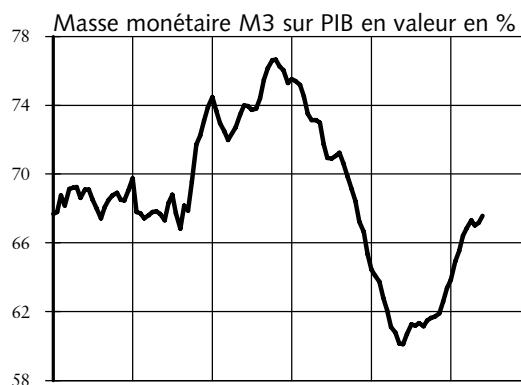
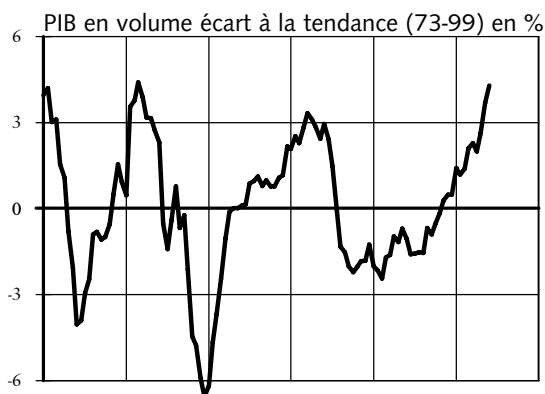
L'année 2000 marque le retour de la croissance dans les zones émergentes. Au cours de la décennie 1990, l'Asie émergente avait enregistré une croissance moyenne proche de 7,5 % par an (malgré la rupture intervenue en 1997-1998). Au plan conjoncturel, la crise économique née du flottement du baht thaïlandais a entraîné des reculs du PIB par tête allant de 8 % en Corée à 15 % en Indonésie. Cette crise a en outre révélé de graves problèmes structurels : sous-capitalisation des

banques, surcapacités de production, surendettement externe. A moyen terme, des réformes visant à l'assainissement des systèmes financiers et au redressement de la productivité du capital restent indispensables à la reprise d'une croissance saine. Ces réformes représentent un coût pour les finances publiques et elles demanderont du temps. Il paraît donc raisonnable de retenir l'idée d'une modération de la tendance de croissance à un rythme que nous avons fixé à titre d'hypothèse à 6 % par an.

En Amérique du sud, l'agitation financière et la baisse des prix des produits de base ont provoqué des récessions, entraîné la correction de la surévaluation des changes (sauf en Argentine) et stoppé momentanément une dynamique de croissance qui profitait des efforts de stabilisation accomplis depuis 1995. Au cours des prochaines années, la zone devrait profiter de la « stabilité » des prix (l'inflation est passée de 750 % en 1994 à 8 % en 1999) et de la résorption, lente mais réelle, des déséquilibres budgétaires et externes. Au total, la croissance économique pourrait atteindre 3,5 % par an, un demi-point de plus que la moyenne de longue période. Cette zone restant en déficit externe, la croissance dépendra en large partie de l'entrée de capitaux étrangers.

Enfin, les pays d'Europe de l'Est devraient recueillir le fruit des efforts d'adaptation structurelle à l'économie de marché. Nous admettons que la croissance globale retrouverait un rythme de 3 % par an (rythme toutefois insuffisant pour que la zone retrouve le niveau de PIB par tête de 1990). En Russie notamment, le rétablissement des grands équilibres est à l'œuvre. Sauf crise politique, il devrait se poursuivre à l'avenir, favorisant la stabilité monétaire et la consolidation de la croissance.

## Etats-Unis : tendances longues



© REXECODE

## **Le ralentissement américain, condition du retour à une tendance soutenable**

La croissance américaine s'est accélérée à partir de la mi-99. La hausse des prix est cependant restée contenue, ne s'accélégrant que sous l'effet du renchérissement des produits pétroliers. Mais les déséquilibres financiers internes et externes s'accroissent et ils ne sont pas durablement soutenables. Le retour vers une situation plus équilibrée passe par une modération de la demande intérieure liée à une remontée des taux d'épargne des entreprises et surtout des ménages. Nous supposons que le ralentissement américain s'opèrera en douceur et sans désordres financiers.

La politique monétaire a été resserée mais des facteurs structurels positifs sont à l'œuvre, poussant à la hausse la croissance potentielle à moyen terme de l'économie américaine (la tendance passée était de 3 % l'an de 1973 à 1999), et cela malgré un ralentissement démographique à venir. La productivité de la main-d'œuvre s'accélère et la croissance s'avère moins gourmande en capital. Par ailleurs, l'économie est de plus en plus ouverte sur l'extérieur et soumise à la concurrence internationale qui contraint à une discipline des prix et des coûts. Enfin, les comptes publics sont redevenus excédentaires et la dette publique s'est déjà nettement contractée.

Dans un scénario optimiste, il est donc raisonnable de privilégier un ralentissement progressif plutôt qu'une période de récession (comme en 1989-1990 ou en 1980-1982). L'hypothèse est justifiée par l'absence d'inflation. Or, c'est le dérapage inflationniste qui contraignait dans le passé à mettre fin aux phases d'expansion.

## **Le début de la « nouvelle économie européenne »**

La nouvelle économie est aujourd'hui un *deus ex machina* permettant tour à tour d'expliquer pourquoi la croissance sera désormais plus forte ou d'établir par avance la chronique d'un crash annoncé. Or ces deux tendances sont assez largement contradictoires.

L'article présenté en page 29 montre que la France est généralement en décalage par rapport aux Etats-Unis (l'observation est similaire pour l'Europe) pour la diffusion des innovations. Les nouveaux produits et les nouveaux services s'y diffusent moins rapidement qu'aux Etats-Unis, mais ils finissent bien sûr par s'y diffuser aussi. On peut en tirer l'idée que l'effet des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui semble déjà perceptible aux Etats-Unis sous la forme d'un accroissement des gains de productivité (productivité globale des facteurs) devrait se manifester aussi progressivement en Europe.

Il faut toutefois souligner qu'une question cruciale reste en débat. Les gains de la nouvelle économie viennent-ils de l'usage des nouvelles technologies (qui se répand surtout dans les services) ? Ou bien viennent-ils de l'accélération de la productivité dans les secteurs producteurs de biens et services liés aux nouvelles technologies à un rythme historiquement exceptionnel ? Les Etats-Unis sont en avance sur les deux plans. Ils constituent le tout premier centre mondial de l'innovation et de la production de ces biens et services, mais aussi la région du monde où l'usage de ces biens s'est répandu le plus rapidement. Ils bénéficient donc doublement de la nouvelle économie.

## Balances commerciales



© REXECODE



Il n'est pas douteux que l'Europe utilisera de plus en plus l'informatique et les télécommunications. Il est en revanche beaucoup moins évident que l'offre européenne, notamment dans le domaine des matériels et des services informatiques ou de la diffusion audiovisuelle, soit en passe de rattraper celle des Etats-Unis. Les comparaisons présentées page 29 suggèrent que la convergence n'a pas commencé sauf dans le domaine des télécommunications mobiles. La question reste donc ouverte. Nous retenons dans ce scénario optimiste l'hypothèse que les nouvelles technologies peuvent apporter quelques dixièmes de points de croissance supplémentaires à l'Europe dans les prochaines années.

## **Un chemin étroit entre plusieurs risques**

Comme souvent dans les inflexions de moyen terme, le scénario privilégié est relativement tendanciel. Les ruptures et les aléas sont écartés. Or la réalité est généralement heurtée. La présentation des hypothèses principales doit donc être immédiatement complétée par une analyse des principaux risques.

### **Le risque principal porte sur les Etats-Unis**

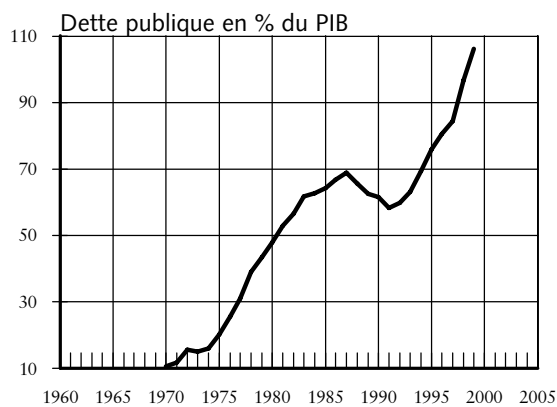
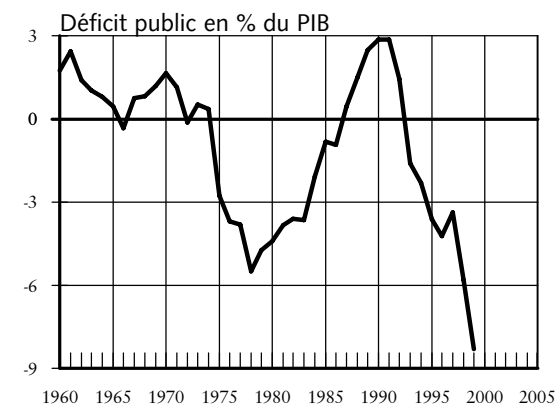
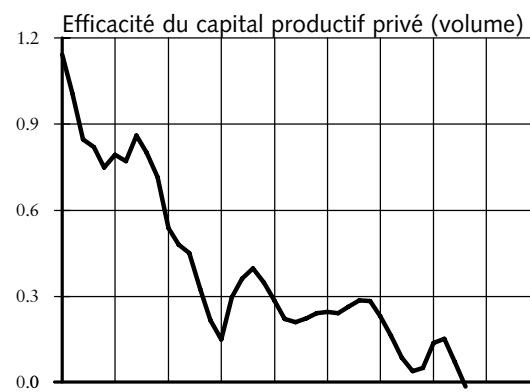
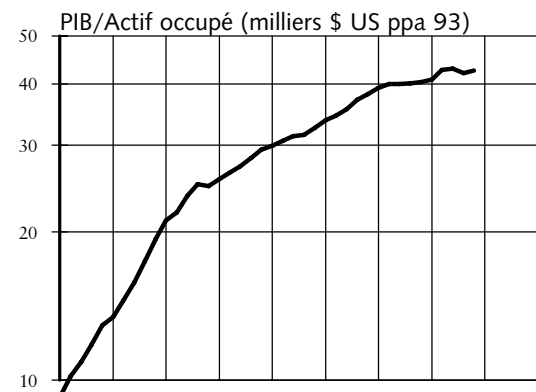
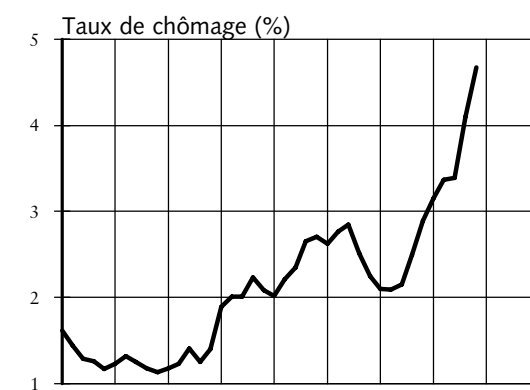
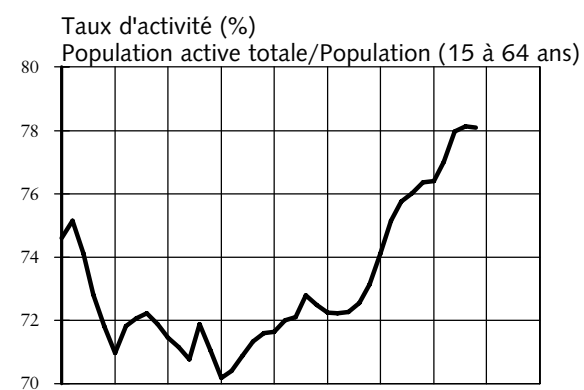
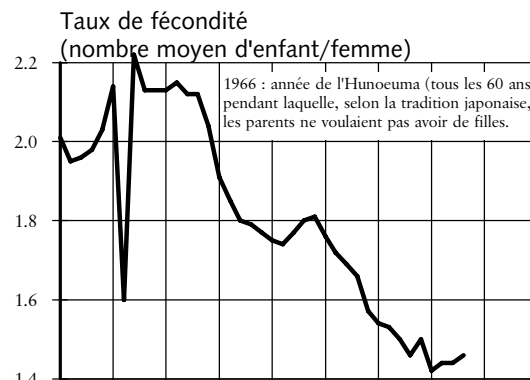
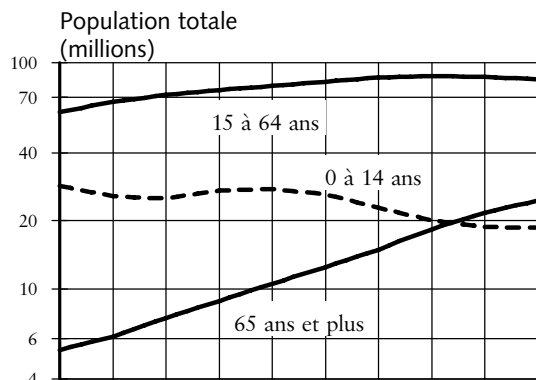
La croissance s'est un peu modérée aux Etats-Unis et elle s'établit actuellement aux environs de 4 % l'an. Le taux d'inflation est de l'ordre de 3 %. Le PIB nominal augmente donc à un rythme proche de 7 % l'an. En portant son taux d'intervention à 6,5 % l'an, la Réserve Fédérale n'a pas encore imposé de véritable contrainte à la croissance et de nouvelles hausses de taux restent envi-

sageables. Mais le moindre ralentissement spontané de l'économie aurait plusieurs conséquences. Une politique monétaire plus serrée deviendrait vite relativement restrictive. D'autre part, comme les gains de productivité fléchiraient dans un premier temps, les prix de revient unitaire augmenteraient. Enfin, l'effet d'amplification par l'investissement et les stocks et le renforcement des comportements de prudence accentueraient le ralentissement initial. Le risque d'un ralentissement brutal des Etats-Unis en 2001-2002 s'est donc plutôt accru dans la période récente et il peut même à certains égards paraître plus réaliste que le rééquilibrage lent et encore inachevé en 2004 que nous retenons dans notre scénario.

### **Emballlement de la croissance, risques d'excès et de spéculations**

Une croissance forte aux Etats-Unis et en Europe accentuerait encore le déficit extérieur américain encore pendant plusieurs trimestres et pourrait finir par créer des tensions analogues à celles de la fin des années 1980. Nous n'avons pas retenu ce schéma parce que nous faisons l'hypothèse que le ralentissement de l'OCDE est déjà amorcé. Mais il faut rappeler qu'une hypothèse similaire formulée l'an dernier s'est avérée par la suite erronée. La sous-estimation des perspectives de croissance s'est alors accompagnée d'une sous-estimation de l'inflation et des taux d'intérêt. Aujourd'hui, l'inflation n'est perceptible que sur certains marchés (pétrole, immobilier) ou dans certains pays (Irlande, Espagne...). Un simple report du moment du ralentissement de la zone OCDE justifierait une nouvelle marche d'inflation et de hausse des

## Japon : tendances longues



© REXECODE

taux d'intérêt. On se retrouverait alors en 2001 dans une situation analogue à celle de 1989-1990 qui avait appelé à l'époque une réaction de la politique économique et un retournement conjoncturel.

## **Le risque japonais**

Il faut aussi garder à l'esprit l'ampleur du déficit public japonais et le risque d'une crise de défiance à l'égard du Japon qui reste latent.

Rien n'assure aujourd'hui que le Japon ait retrouvé un sentier d'expansion durable. Le prix du PIB a d'ailleurs continué à baisser au premier trimestre (-1,3 % l'an). Trois problèmes de fond demeurent et brideront durablement la croissance : la compétitivité du Japon souffre toujours du niveau du yen, la demande des ménages et l'investissement productif ne peuvent augmenter que faiblement, et les déficits publics restent considérables.

Au niveau actuel du yen, les coûts salariaux horaires dans l'industrie japonaise sont respectivement de 20 % et 35 % plus élevés qu'aux Etats-Unis et en Europe. En 1999, les exportations ont été pénalisées par le niveau du yen. Malgré un effort et des baisses de prix importantes (-8 % en moyenne par rapport à 1998) les pertes de parts de marché sont importantes (à titre d'illustration, les exportations japonaises ont augmenté en 1999 de 1,9 % alors que la demande mondiale s'adressant au Japon s'est accrue de 9,8 %). Comme l'excédent commercial japonais demeure néanmoins très élevé, on voit mal comment le yen pourrait se déprécier. Le processus de pertes de parts de marché risque donc de durer et de pénaliser durablement les exportations japonaises.

Pour défendre leur compétitivité, les entreprises vont devoir encore limiter les embauches et la progression des salaires. La consommation des ménages devrait donc rester bridée, alors que ces derniers sont déjà poussés à conserver une épargne de précaution en raison des déficits publics croissants. Par ailleurs, le taux d'investissement productif reste encore relativement élevé (16,3 % du PIB) malgré une baisse depuis le début des années 1990. En dépit du retour des profits, il ne faut donc pas s'attendre à la poursuite d'un boom sur l'investissement.

En termes de risque, le problème majeur concerne les finances publiques. En 2000, déficit et dette publics vont encore augmenter. La tendance est inextrapolable, d'autant que le financement des retraites est menacé. La population vieillit à un rythme rapide. La population en âge de travailler baisse de 0,13 % par an depuis 1996 et la population active disponible n'augmente plus depuis 1998. Bref, le Japon est sur un chemin en forme d'impasse et on voit mal d'où viendrait le changement qui le ramènerait sur un sentier de croissance.

## **Des risques spécifiques à l'économie française**

Toute analyse des perspectives de la croissance française doit prendre en compte deux risques, qui concernent le comportement d'investissement des entreprises et l'impact de la baisse de la durée du travail.

Pour l'investissement productif, une reprise assez vigoureuse s'affirme progressivement depuis 1996. Pour la suite, deux schémas sont possibles. Dans l'hypothèse d'un emballement de la croissance comparable à

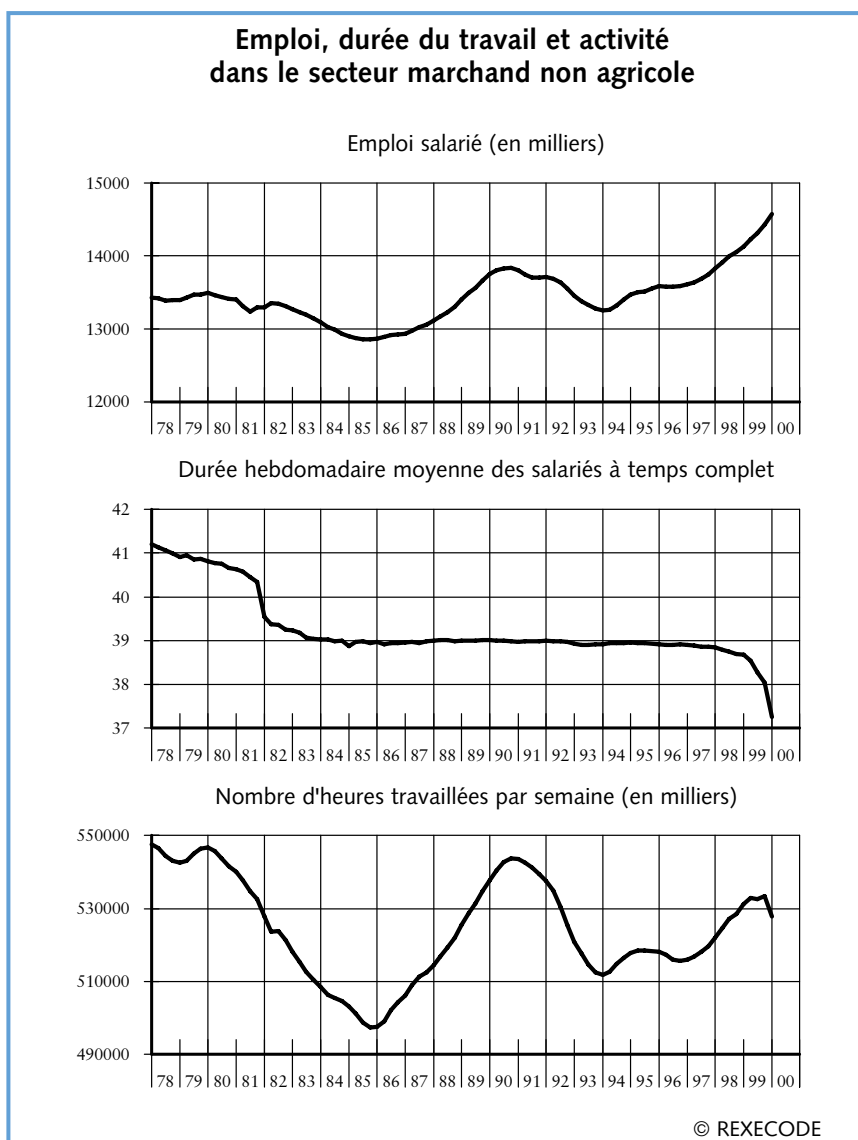
**Le nombre d'heures travaillées (activité au sens des comptes nationaux) est obtenu par le produit des effectifs par la durée hebdomadaire, corrigé du temps partiel. On observe que la remontée du nombre d'heures travaillées est beaucoup plus faible que lors des reprises antérieures. Il est possible toutefois que la durée réelle diminue un peu moins rapidement que la durée collective affichée**

celui des années 1988-90, il faudrait envisager un taux de croissance de l'investissement à deux chiffres en 2000-2001. Nous ne retenons pas ce schéma mais plutôt une stabilisation de la croissance entre 2,5 et 3,0 % l'an à partir de 2001. Le mouvement d'expansion des investissements se poursuivrait de façon un peu plus modérée à partir de 2002. L'hypothèse retenue dans ce scénario est particulièrement (et peut-être excessivement) favorable puisqu'elle retient un taux de croissance de l'investissement productif proche de 5 % en moyenne de 1999 à 2004 alors que le taux de croissance moyen passé des 25 dernières années est inférieur à 2 % par an. Un ralentissement de l'investissement plus marqué à partir

de 2001-2002 reste donc une hypothèse alternative tout à fait vraisemblable.

La principale inconnue concerne l'effet des 35 heures. Il est encore trop tôt pour apprécier sur la base de données constatées l'impact du passage aux 35 heures. Au stade actuel, on peut observer que l'économie française a créé beaucoup d'emplois dans la période récente et que la baisse du chômage a été particulièrement rapide. Cependant selon les estimations économétriques, l'accélération de la croissance dans la deuxième partie de 1999 suffit à expliquer à elle seule le mouvement par la relation « croissance-emploi » habituelle.

D'autre part, la durée moyenne habituelle du travail a rapidement baissé au premier trimestre 2000. On sait qu'il s'agit d'une « durée collective affichée ». Il est possible que la durée effective ait un peu de retard par rapport à la durée affichée, mais il est clair que l'entrée dans les 35 heures est désormais franchement engagée. Le point crucial, et à certains égards préoccupant, est que le nombre d'heures travaillées (l'activité dans la terminologie des comptes nationaux) n'a pas suivi la croissance, contrairement à ce que l'on observait lors des reprises antérieures (voir le graphique ci-contre). Il semble bien que la baisse de la durée du travail ait pour effet de donner une impulsion positive aux gains de productivité horaire, ce qui est conforme aux attentes, mais en même temps de freiner la reprise de l'activité compte tenu peut-être des difficultés ou retards de recrutements. Si ce processus perdurait, c'est la croissance qui pourrait être rapidement bridée. Nous n'avons pas introduit cette perspective difficile à chiffrer. Il est assez probable de ce fait que les perspectives de croissance



retenues dans ce scénario pour la France sont trop fortes à partir de 2001-2002.

Malgré ces hypothèses favorables, on observe néanmoins une dégradation des comptes des entreprises au cours de la période 2000-2004 en raison de l'alourdissement du coût salarial.

Il faut à cet égard souligner la contradiction devant laquelle se trouve aujourd'hui la stratégie de baisse de la durée du travail. Il est très généralement admis qu'une telle stratégie ne peut être créatrice d'emploi qu'à la condition d'une stricte modération salariale. Or la combinaison de la loi sur le smic (qui indexe le smic sur la hausse des prix augmentée de la moitié du pouvoir d'achat du taux de salaire moyen de l'économie) et de la loi sur les 35 heures (qui entraîne de fortes hausses du taux de salaire horaire pour compenser la baisse de la durée du travail) conduit à un mécanisme pervers. Ce mécanisme viendra contrecarrer l'effort de modération salariale et l'impact des 35 heures espéré sur l'emploi.

A plus long terme, il risque de ramener l'économie française à ses errements anciens d'une croissance structurellement mal répartie entre salaire et emploi.

\*  
\*      \*

En résumé, la réunion de plusieurs hypothèses favorables peut permettre à l'Europe de s'installer sur un chemin de croissance soutenue, s'accompagnant d'une résorption des déficits publics (plus de la moitié des pays européens ont déjà un excédent) et de la poursuite de la baisse du chômage.

Deux conditions sont notamment cruciales. La première est que les Etats-Unis ralentissent suffisamment pour éviter un emballement de la croissance mondiale qui déboucherait sur l'inflation, mais pas trop pour éviter un retournement conjoncturel généralisé. La seconde est que l'Europe bénéficie effectivement de l'impact des nouvelles technologies et renforce rapidement pour cela ses capacités d'offre. ■





# Une croissance des pays émergents de 5 à 6 % est financièrement soutenable

*Bruno Cavalier - François Faure - Delphine Meddé-Chazel*

L'expérience récente (crise des paiements extérieurs de plusieurs pays asiatiques en 1997, crise monétaire russe de 1998) a montré que la principale incertitude pesant sur les pays émergents tient à la stabilité de leur financement, aussi bien interne qu'externe. Le cas le plus emblématique a été celui du Brésil. Ce pays cumulait en 1998 un déficit extérieur (4,5 % du PIB) et un déficit public (8,5 % du PIB), de sorte que, confrontées à la spéculation sur le change, les autorités durent, après avoir épuisé en quelques mois la majeure partie de leurs réserves en devises, laisser flotter le real et subir les contrecoups réels des agitations financières.

Désormais, les régimes de change fixe qui avaient exacerbé la spéculation sur les changes ont pour la plupart disparu. A l'exception du monde chinois et de l'Argentine, les économies émergentes sont devenues en majorité des zones de change flexible, permettant d'amortir l'impact des chocs externes. Par ailleurs, les récessions ont été l'occasion d'engager, notamment en Asie, des réformes structurelles destinées à combattre les causes de l'instabilité financière. Sur l'horizon 2000-2004, les perspectives de crois-

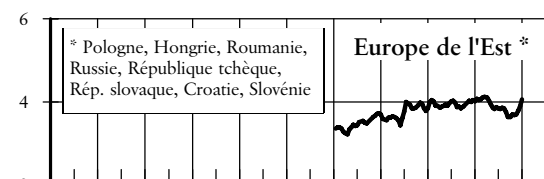
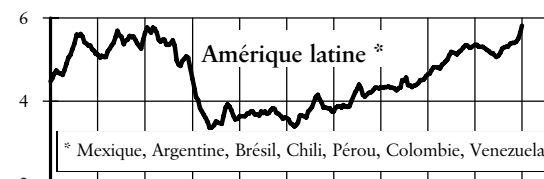
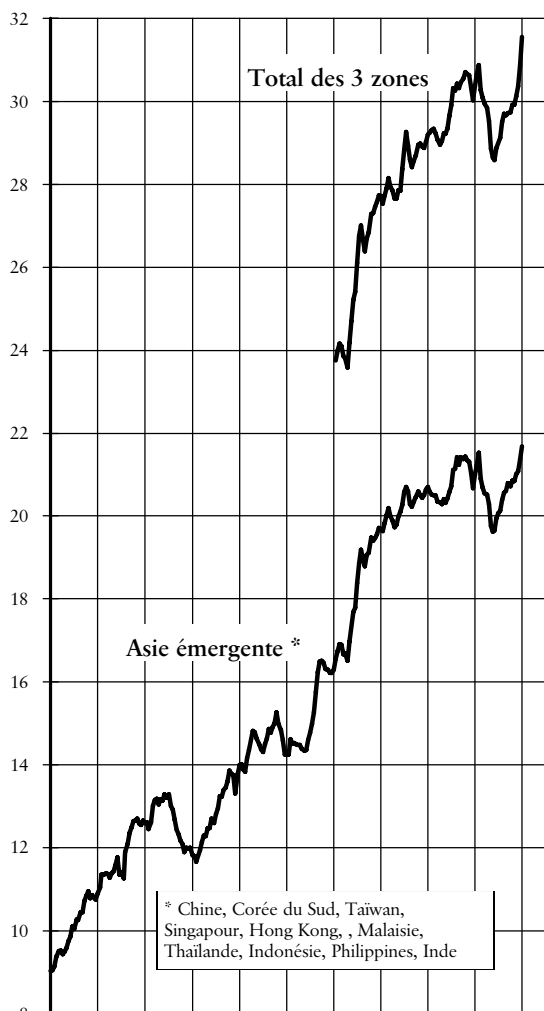
sance des pays émergents nous semblent globalement favorables. Etant donnés les besoins actuels de financement extérieur, elles supposent néanmoins que les économies émergentes gagnent des parts de marché à l'exportation au détriment des pays développés. Pour autant, certains déséquilibres persistent et pourraient même s'aggraver. A moyen terme, les principaux risques de rupture concernent, en Asie, la Thaïlande et la Corée, en Amérique latine, l'Argentine et le Venezuela, en Europe de l'est, la Pologne.

## **Une sortie de crise qui ne résorbe pas tous les déséquilibres financiers**

Avant même la crise asiatique de 1997, de nombreux exemples avaient illustré la fragilité des conditions de croissance des zones émergentes. Car si la Corée du sud en 1981 et le Mexique en 1995 ont rapidement surmonté leur problème de déséquilibre extérieur, il n'en a pas été de même pour l'Amérique latine. Durant la majeure partie des années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix, le PIB par tête de cette

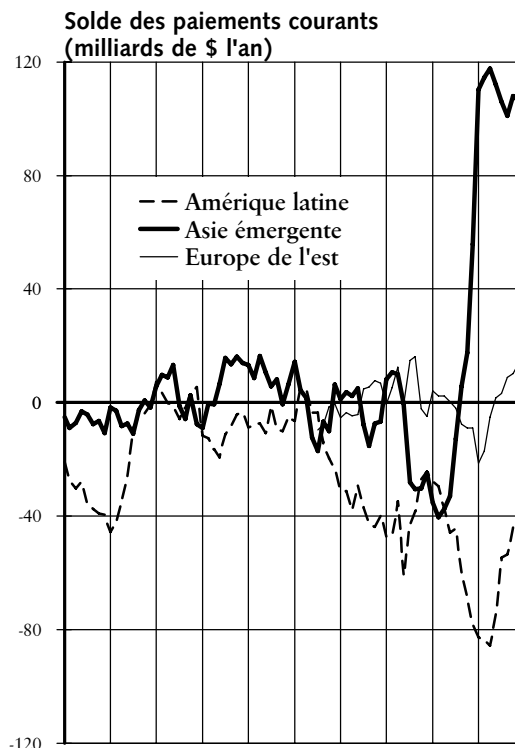
## Pays émergents : parts de marché et solde extérieur

**Parts de marché à l'exportation (%) \***

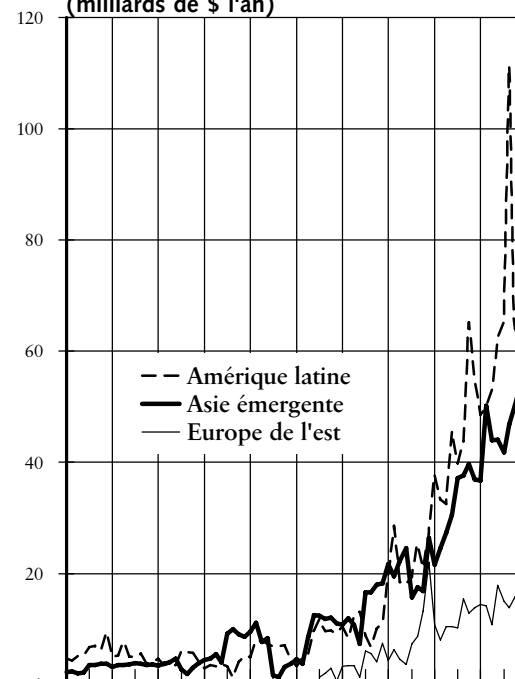


80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 00 01

**Solde courant et investissement direct étranger**



**Solde des investissements directs étrangers (milliards de \$ l'an)**



80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 00

\* Exportations de marchandises dans le total des importations des 34 principaux pays



zone n'a quasiment pas augmenté, l'Amérique latine payant par une hyper-inflation et une faible croissance ses errements financiers passés.

La crise des pays émergents de 1997-1998 a d'abord été une crise de balance de paiement (le premier pays touché fut la Thaïlande), se transformant en crise de change. Elle a par la suite révélé, surtout en Asie, des problèmes structurels qui n'étaient pas extrapolables : un système bancaire manquant de fonds propres, un gaspillage de capitaux (en particulier dans le domaine immobilier), une organisation industrielle inefficace, une dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers.

Trois ans après la crise, la contraction drastique des importations de l'Asie émergente a permis non seulement de résorber le déficit extérieur, mais aussi d'accumuler d'importants excédents (bien que ceux-ci soient déjà en voie de réduction). Cependant, du fait des dévaluations de nombreuses devises asiatiques, le taux d'endettement externe a augmenté dans plusieurs pays. La confiance des investisseurs

n'est donc pas encore rétablie partout, ainsi qu'en témoignent la stabilisation, voire le recul, des entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE). Par ailleurs, la recapitalisation sur fonds publics des entreprises industrielles ou bancaires a entraîné une forte augmentation des besoins de financement de l'Etat ; ceux-ci représentent ainsi, en 1999, 3,6 % du PIB de la zone (hors Chine et Inde).

En Amérique latine, la crise a été plus atypique. Moins soudaine, elle a permis aux instances financières internationales de limiter les conséquences néfastes de la crise brésilienne, de sorte que les flux d'IDE ont été exceptionnellement élevés en 1999. En outre, la désinflation mondiale a aidé la zone à contenir les pressions inflationnistes nées des dépréciations monétaires.

En Russie, la dévaluation du rouble a fait exploser le taux d'endettement externe (90 % du PIB), mais simultanément la forte hausse des prix de matières premières énergétiques a créé un excédent courant colossal (plus de 15 % du PIB en 2000).

Résorption des déséquilibres extérieurs asiatiques, mais creusement des déficits publics

#### Ratio financiers des pays émergents : avant et après la crise

(% PIB)	Solde courant		IDE (net)		Dettes externe		Déficit public		Réserves *	
	95-97	99	95-97	99	95-97	99	95-97	99	95-97	99
<b>Amérique latine</b>	<b>-2,5</b>	<b>-3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>5,9</b>	<b>37</b>	<b>44</b>	<b>-3,5</b>	<b>-4,7</b>	<b>6,7</b>	<b>5,9</b>
dont : Argentine	-2,8	-4,3	3,3	9,4	41	51	-1,7	-2,7	8,3	10,8
Brésil	-3,3	-4,4	1,6	6,6	27	44	-6,4	-9,5	11,0	9,0
Mexique	-1,0	-2,9	3,2	2,6	49	35	-0,2	-1,2	2,5	2,5
<b>Asie émergente</b>	<b>-0,6</b>	<b>3,7</b>	<b>4,4</b>	<b>3,8</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>-0,7</b>	<b>-2,6</b>	<b>5,7</b>	<b>7,7</b>
" (hors Chine & Inde)	-1,6	6,8	4,8	4,7	38	46	-0,4	-3,6	5,3	7,0
dont : Corée	-2,6	6,1	1,3	2,9	30	34	-0,9	-2,9	2,6	6,1
Thaïlande	-6,0	9,1	2,1	4,9	57	65	1,5	-6,3	5,9	6,6
Malaisie	-6,3	17,8	8,6	6,8	42	48	4,2	0,2	3,8	5,0
Indonésie	-3,0	4,0	2,6	-1,3	62	108	0,5	-3,9	4,5	13,0
Philippines	-4,7	9,4	2,1	1,1	61	72	-0,7	-3,6	3,0	5,1
<b>Europe de l'Est</b>	<b>0,2</b>	<b>2,0</b>	<b>2,3</b>	<b>4,1</b>	<b>36</b>	<b>61</b>	<b>-5,9</b>	<b>-3,1</b>	<b>4,3</b>	<b>4,6</b>
dont : Russie	2,1	13,8	1,2	2,8	33	87	-7,5	-1,9	2,2	2,5
Pologne	-0,8	-7,5	3,2	4,3	34	38	-3,1	-3,5	6,6	6,9

\* réserves de change exprimées en mois d'importations de marchandises (pour 1999 : dernier trimestre).

### Des gains de parts de marché sont nécessaires pour équilibrer les comptes courants

Avec une croissance moyenne estimée à 5,8 %, l'année 2000 marque donc la fin de la crise pour les trois zones émergentes. A moyen terme, nous envisageons une consolidation de la croissance du PIB (5,3 % en 2004 en moyenne pour les trois zones émergentes considérées), les importations progressant sur une pente annuelle d'environ 8,5 %.

Etant données ces hypothèses de croissance de l'activité et de la demande mondiale, il est possible d'estimer quelle devrait être l'évolution des parts de marché des pays émergents au cours des prochaines années compatible avec l'absence de nouvelles crises. Pour simplifier le calcul, les termes de l'échange sont supposés constants sur l'horizon de prévision. Nous envisageons deux scénarios possibles. Dans le premier cas, l'objectif de soutenabilité est représenté par un solde extérieur stabilisé au niveau constaté sur la période 1995-99 (période qui encadre la crise de 1997), soit un déficit de 3 % du PIB pour l'Amérique latine, et des excédents de 1,3 % pour l'Asie émergente et 0,1 % pour l'Europe de l'Est. Dans le second cas, l'objectif est de ramener à l'équilibre les balances de paie-

A moyen terme, l'Asie continue de gagner les parts de marché

ments courants dans chacune des zones considérées.

Les estimations sont résumées dans le tableau ci-dessous. En 1999, la part de marché de l'Asie émergente (rapport des exportations sur l'ensemble de la demande mondiale) était de 18,1 %, celle de l'Amérique latine de 4,7 %, celle de l'Europe de l'Est de 3,3 %. Au total, quel que soit le scénario retenu, les zones émergentes devraient accroître leur part de marché (actuellement de 26 %) d'environ un point et demi d'ici 2004. En d'autres termes, la croissance des zones émergentes continuerait de reposer en partie sur la conquête de nouveaux marchés, au détriment des pays développés.

Si l'on supposait en revanche que les parts de marché n'étaient pas modifiées sur l'horizon considéré, les exportations des pays émergents évolueraient au même rythme que la demande mondiale. Par conséquent, pour respecter soit l'objectif de stabilisation des comptes courants, soit celui du retour à l'équilibre, ces économies seraient obligées de contraindre leur demande intérieure, et par conséquent la demande qu'ils adressent aux marchés mondiaux. Cela dit, dans chaque zone, la situation n'est pas homogène.

### Perspective des risques en Thaïlande et en Corée du sud

L'Asie émergente a renoué avec une croissance positive en 1999. Les cinq pays ayant subi le plus violemment la crise financière de 1997 (Corée, Thaïlande, Philippines, Malaisie, Indonésie) ont même rebondi plus vivement qu'espéré.

Parts de marché des pays émergents (%)

	1999	2004	
		(1)	(2)
Amérique latine	4,7	4,9	5,0
Asie émergente	18,1	19,7	19,4
Europe de l'Est	3,3	3,1	3,1
<b>Total</b>	<b>26,1</b>	<b>27,7</b>	<b>27,5</b>

<sup>1</sup> scénario de stabilisation du solde courant  
<sup>2</sup> scénario de retour à l'équilibre courant

Grâce aux dévaluations de 1997, ces économies ont profité pleinement de l'essor du commerce mondial, de sorte que les exportations asiatiques ont été et restent le premier moteur de la croissance régionale. Après une décennie de déficits et pour la deuxième année consécutive, la balance courante globale des dix pays considérés a dégagé en 1999 un excédent massif (plus de 100 milliards de dollars). Toutefois la tendance récente est à l'amenuisement des excédents commerciaux (sauf en Chine, Malaisie et Indonésie), par suite du mouvement de réappréciation des devises et de l'augmentation des prix des importations des produits de base. Hormis en Corée, la demande domestique privée n'a pas relayé la dynamique d'exportation.

Dans le même temps, les réformes structurelles tardent à porter leurs fruits, érodant la confiance des investisseurs. En Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande, la montée du risque politique est un autre facteur de méfiance. Or une refonte totale du secteur financier, la résorption des prêts non performants, ainsi que la restructuration de la dette du secteur industriel sont des conditions préalables à une croissance saine et équilibrée.

La réforme du système financier en Asie est au cœur de l'intervention des gouvernements ; l'objectif est de protéger les petits déposants et de prévenir le risque systémique par injections de fonds publics. Le remboursement de la dette privée n'est le fait que des entreprises elles-mêmes, mais dépend fortement de l'assainissement des bilans bancaires. En Corée, la situation est rendue complexe par l'existence de liens étroits, via des participa-

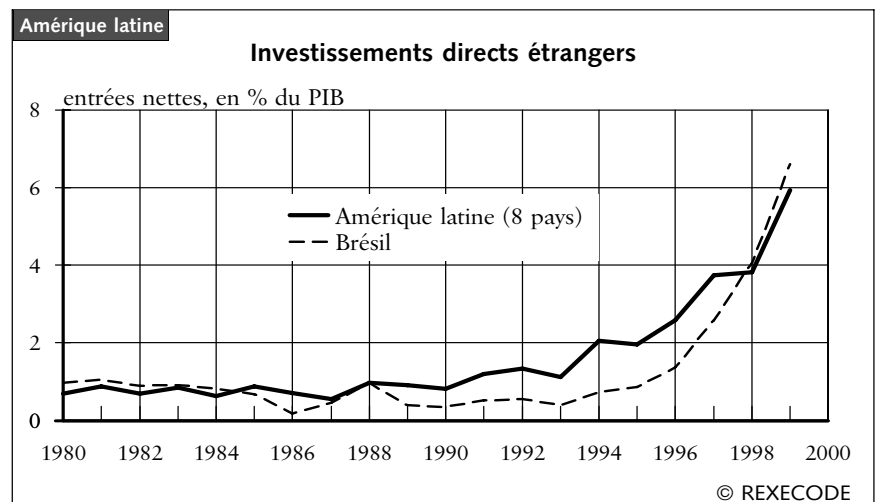
tions croisées, entre les *chaebols* et les banques. Comme au Japon, ce système est en train de disparaître, mais avec lenteur et résistance. Le financement du plan de sauvetage du système financier coréen a représenté jusqu'ici près de 20 % du PIB, alors que l'État ne s'est pas encore porté au chevet du secteur des assurances en difficulté.

### L'Amérique latine, toujours dépendante des entrées de capitaux étrangers

Hormis le Mexique, l'Amérique latine a subi une récession en 1999, conséquence du repli des prix des produits de base non énergétiques et des agitations sur les marchés de change et d'actions. Les surévaluations de change ont été partiellement corrigées, mais les déséquilibres extérieurs se sont à peine réduits. Globalement, la région est devenue une zone de change flexible, ce qui facilite l'amortissement des chocs externes du type de ceux subis en 1997 et 1998.

Toutefois, l'Argentine avec son *currency board* (qui garantit la parité entre le peso et le dollar) et le Venezuela avec son système d'ancrage du bolivar font encore excep-

La désinflation a favorisé l'afflux des capitaux étrangers en Amérique latine



tion. De ce fait, ces pays sont en première ligne lorsque le dollar est fort ou lorsque la politique monétaire américaine se resserre. En Argentine, le *policy-mix* imposé par l'extérieur (États-Unis pour la monnaie, FMI pour le budget, Brésil pour la compétitivité) modère les perspectives de croissance et de résorption des déséquilibres extérieur et public. De son côté, le Venezuela reste extrêmement dépendant des recettes pétrolières.

D'ici 2004, la stabilité des prix acquise au cours des dernières années (l'inflation est passée de 750 % en 1994 à 8 % en 1999) devrait stimuler la croissance tendancielle. Mais, eu égard à la faible compétitivité des économies considérées (largement dépendantes des marchés de matières premières), la zone accumulera encore des déficits. Il s'ensuit que la dynamique de croissance requiert des flux d'IDE pour un montant équivalent à 3 % du PIB environ.

### La contrainte extérieure doit modérer la croissance polonaise

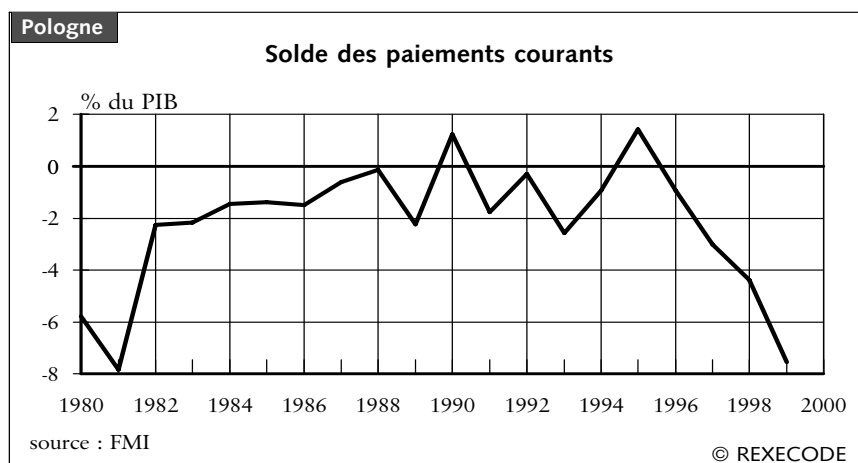
En Europe centrale, la croissance s'est modérée au cours des dernières années passant de près

de 6 % en 1995 à 3 % en 1999. Ce ralentissement s'est accompagné d'une nette dégradation des comptes extérieurs, devenus déficitaires à partir de 1996. Cette zone pâtit d'une appréciation tendancielle de son change effectif réel. Jusqu'à présent, les gains de productivité dans l'industrie ont permis une maîtrise des coûts unitaires de production, de sorte que les exportations resteront un soutien de la croissance en Hongrie et dans les Républiques tchèque et slovaque. Cela étant, avec l'achèvement progressif des privatisations, la couverture du besoin de financement extérieur par des capitaux étrangers pourrait être plus difficile à l'avenir.

En revanche, les exportations polonaises ont du mal à repartir depuis le creux de la fin 1998, et le déficit courant explose (7,5 % du PIB en 1999). Un ralentissement de la croissance et des importations polonaises est plus que jamais impératif pour résorber le déséquilibre extérieur, d'autant que l'augmentation de la dette externe au cours des dernières années risque de se traduire par un alourdissement du déficit des revenus nets d'investissement.

En 1999, la Russie a profité du haut niveau des prix du pétrole et d'une meilleure collecte d'impôts, d'où un gonflement spectaculaire de l'excédent courant et une réduction du déficit budgétaire. Malgré les remises de dette accordées par les créanciers internationaux, la situation financière de la Russie reste néanmoins fragile. Sauf crise politique, les perspectives s'annoncent meilleures qu'au cours de la décennie passée, même si un repli marqué des prix du pétrole suffirait à rompre la dynamique actuelle. ■

L'aggravation du déficit courant polonais menace le change du zloty





# Accélération de la productivité globale des facteurs aux Etats-Unis

*Denis Ferrand*

Le dynamisme persistant de l'économie américaine soulève de nombreuses interrogations. Il apparaît que l'accroissement des quantités de travail et du stock de capital mis en oeuvre n'explique qu'une part de la croissance. Celle-ci semble également tenir à un regain de la productivité globale des facteurs lié à l'émergence de la « nouvelle économie ».

Au cours de la période 1991-1999, la croissance du PIB en volume aux Etats-Unis est ressortie à 3,6 % en rythme annuel moyen. Simultanément, le nombre d'heures travaillées (obtenu en multipliant la population active civile occupée par la durée hebdomadaire du travail dans le secteur privé non agricole), ne s'est accru qu'au rythme annuel moyen de 1,6 %. Quant au stock net de capital privé et

public non résidentiel en volume, évalué en base 1996 et corrigé du taux d'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière, il s'est accru de 2,8 % par an en moyenne entre 1991 et 1999.

Ces dernières évolutions ne peuvent expliquer le regain de la croissance américaine sur la dernière décennie. En effet, en pondérant les quantités de travail et de capital par les poids respectifs des deux facteurs dans l'économie américaine, il s'avère que les quantités de facteurs se sont accrues de 1,8 % en rythme annuel moyen sur la décennie [(1,6 % x 0,82) + (2,8 % x 0,18)]. En moyenne sur les trente dernières années, la charge salariale totale a en effet représenté environ 82 % de la valeur ajoutée nette des sociétés non financières, la part du capital étant de 18 %.

**La productivité globale des facteurs aux Etats-Unis a quasiment doublé lors des cinq dernières années**

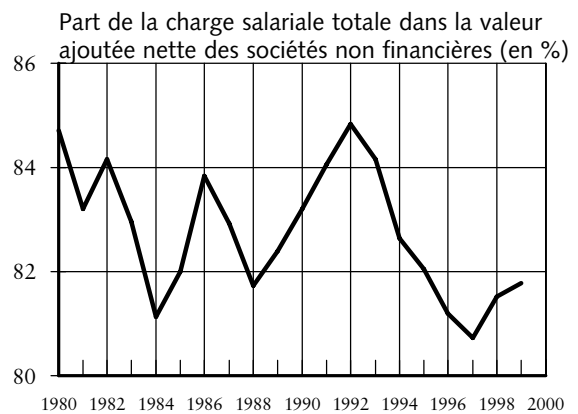
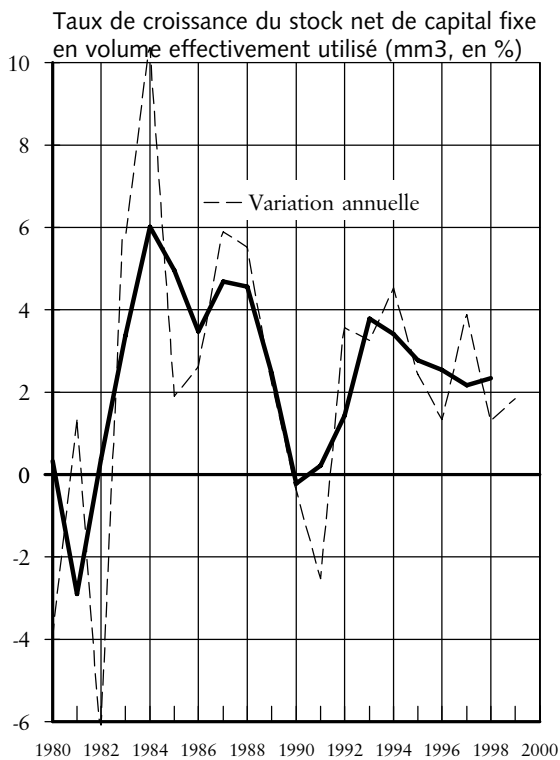
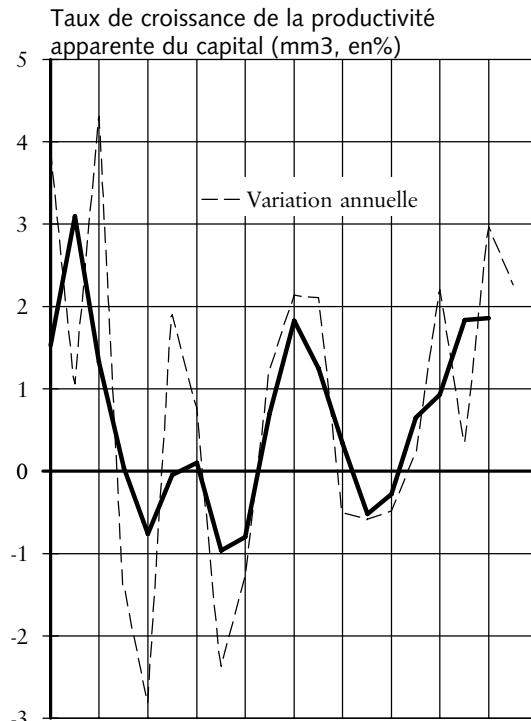
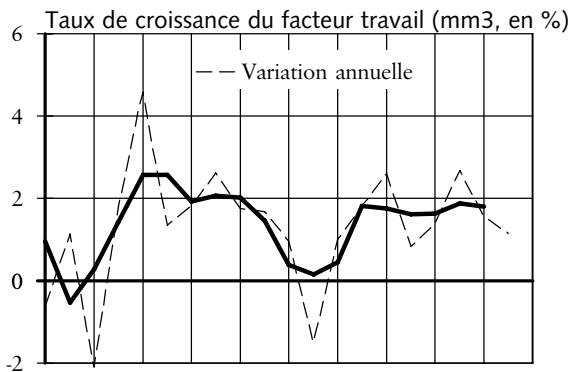
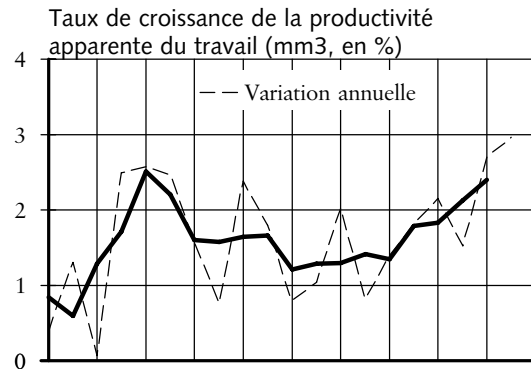
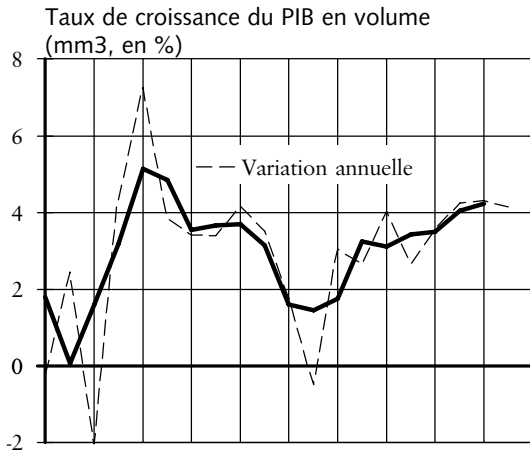
Evolution moyenne de la productivité globale des facteurs par périodes  
Une analyse économétrique\*

	Constante	Ecart à la constante					DW
		1949-65	1966-73	1974-79	1980-94	1995-99	
<b>Productivité globale des facteurs</b>		<b>2,7</b>	<b>1,9</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,8</b>	
1980-1999	1,0				-	0,8	1,95
<i>T de Student</i>	(6,3)					(2,4)	
1949-1999	1,0	1,7	0,9	-0,1	-	0,8	2,16
<i>T de Student</i>	(3,2)	(4,0)	(1,7)	(0,2)	-	(1,3)	

\* voir encadré page 36 pour une présentation de la méthode de calcul.

La croissance moyenne de la productivité globale des facteurs pour une période donnée s'obtient en faisant la somme de la constante et de l'écart à la constante pour la période considérée.

## Volume des facteurs de production et productivité aux Etats-Unis



© REXECODE

L'accroissement du volume des facteurs de production est donc demeuré très inférieur à celui du PIB américain en volume.

### L'accélération des gains de productivité

L'évolution récente semble alors tenir à un regain de la productivité apparente du travail. Celle-ci a connu deux accélérations majeures, tout d'abord au début des années 1980, puis à partir de la seconde moitié de la décennie 1990 pour ressortir au rythme annuel moyen de 1,9 % entre 1991 et 1999 et de 2,4 % entre 1996 et 1999. Cependant, depuis les années 1960, l'économie américaine n'a jamais connu simultanément des fortes hausses des productivités apparentes du travail et du capital. L'originalité de la période actuelle tient précisément à ce que le regain de la productivité du travail se combine à une amélioration de la productivité apparente du capital mesurée par le rapport du PIB en volume au stock net de capital productif corrigé par le taux d'utilisation des capacités de production.

Ces observations suggèrent une augmentation des gains de Productivité Globale des Facteurs (PGF). Cette mesure est un des déterminants macroéconomiques de la croissance au même titre que les volumes des facteurs de production. Elle permet de mesurer l'évolution de l'efficacité de la combinaison des facteurs travail et capital. Elle constitue de ce point de vue un premier indicateur grossier des effets du progrès technique sur la croissance de l'économie.

Nous avons estimé l'évolution de la PGF à partir d'une régression

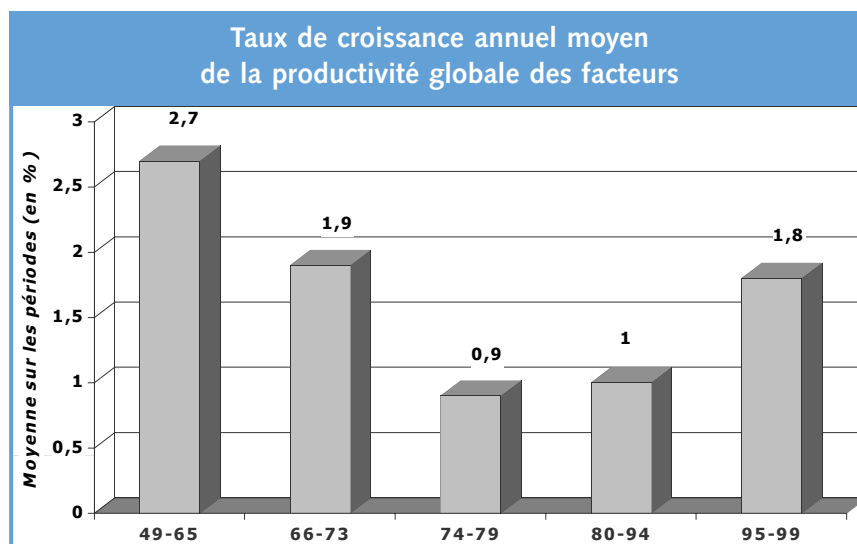
économétrique présentée en encadré page suivante. Nos résultats, retracés dans le tableau de la page précédente, mettent en évidence une nette accélération de la PGF au cours de la période la plus récente par rapport aux années 1980-1994. Alors qu'en tendance, elle est ressortie à 1 % sur la période 1980-1994, elle a atteint 1,8 % entre 1995 et 1999 (1 % + 0,8 %).

Sur plus longue période, il apparaît que le rythme de croissance de la PGF rejoint désormais les niveaux atteints au cours des années 1966 à 1973. Elle reste toutefois encore en-deçà du rythme enregistré lors des années 1949 à 1965 (2,7 %). Les résultats des tests de significativité sont satisfaisants pour la période 1980-1999. En revanche, nous obtenons des résultats moins significatifs à mesure de l'extension de la période.

### Le rôle des NTIC dans l'accélération de la productivité

Plusieurs économistes américains ont relié l'accélération du progrès technique, mesuré par les gains de PGF, avec l'émergence de la « nouvelle économie » et notam-

Le rythme de croissance de la productivité globale des facteurs entre 1995 et 1999 rejoint celui de la période 1966-1973



ment la production des biens liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Les travaux les plus récents, notamment ceux de Jorgenson et Stiroh, ainsi que ceux de Oliner et Sichel, tendent à confirmer cette hypothèse. L'accélération de la productivité liée à l'utilisation et à la production des NTIC expliquerait entre la moitié et les deux tiers du regain de PGF au niveau de l'économie. R. Gordon a modéré ces résultats en montrant que l'amélioration serait moins sensible, voire nulle dans les secteurs utilisateurs des nouvelles technologies. Elle se cantonnerait dans les seuls secteurs producteurs de biens manufacturés durables.

Ces résultats appelleraient des travaux complémentaires visant à vérifier l'existence de différences

sectorielles dans le rythme d'accroissement de la PGF. Une comparaison internationale s'impose également afin de voir dans quelle mesure l'Europe et la France connaissent également une accélération de la PGF, malgré un poids relativement plus faible des secteurs producteurs de NTIC dans leur PIB.

Différentes estimations réalisées notamment par l'INSEE mettent plutôt en évidence une rupture à la baisse de la PGF en France au début de la décennie 1990. Celle-ci aurait certes tendance à se relever depuis 1995, mais sans qu'il ne soit possible d'isoler les effets liés à la production et à l'utilisation des NTIC d'une part, et l'effet cyclique de l'accélération de la croissance sur l'amélioration de la productivité, d'autre part. ■

### Mesure de la croissance de la productivité globale des facteurs

L'évolution de la PGF est évaluée à partir de la fonction de production Cobb-Douglas suivante :  $Y = A.L^\alpha.K^{(1-\alpha)}$  avec  $Y$  le produit national net en volume,  $L$  la population active civile occupée corrigée par la durée hebdomadaire du travail dans le secteur privé non agricole,  $K$  le stock de capital net privé non résidentiel et public en volume corrigé par le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière,  $A$  la PGF et  $\alpha$  la part de la charge salariale totale dans la valeur ajoutée nette des sociétés non financières évaluée au coût des facteurs.

En différenciant les logarithmes des variables précédentes, notées  $\dot{X}$ , on obtient :

$$\dot{Y} = \dot{A} + \alpha.\dot{L} + (1-\alpha)\dot{K}$$

Afin de vérifier l'hypothèse de ruptures dans la tendance longue de la PGF, nous avons introduit dans nos régressions économétriques des variables "dummy" relatives à des sous-périodes données. On obtient :

$$(1) \dot{Y}_t - \alpha_t.\dot{L}_t - (1-\alpha_t)\dot{K}_t = \dot{A}_{8099} + E\dot{A}_{9599} + \varepsilon_t \text{ sur la période 1980-1999.}$$

Avec  $\dot{A}_{8099}$  une constante sur l'ensemble de la période qui permet d'estimer le taux moyen de croissance de la PGF sur la période 1980-1994.  $E\dot{A}_{9599}$  correspond à l'écart de la croissance de la PGF entre 1995 et 1999 par rapport à cette constante. Le taux de croissance de la PGF sur la période 1995-1999 s'obtient en additionnant  $\dot{A}_{8099}$  et  $E\dot{A}_{9599}$ .

$$(2) \dot{Y}_t - \alpha_t.\dot{L}_t - (1-\alpha_t)\dot{K}_t = \dot{A}_{4999} + E\dot{A}_{4965} + E\dot{A}_{6673} + E\dot{A}_{7479} + E\dot{A}_{9599} + \varepsilon_t \text{ sur la période 1949-1999.}$$

Avec  $\dot{A}_{4999}$  une constante sur l'ensemble de la période qui fournit une estimation du taux de croissance de la PGF sur la période 1980-1994 et,  $E\dot{A}_{4965}$ ,  $E\dot{A}_{6673}$ ,  $E\dot{A}_{7479}$ ,  $E\dot{A}_{9599}$ , respectivement les écarts par rapport à  $\dot{A}_{4999}$  sur les années 1949 à 1965, 1966 à 1973, 1974 à 1979 et la période 1995-1999. Le taux de croissance de la PGF au cours de la période 1949-1965, par exemple, s'obtient en additionnant  $\dot{A}_{4999}$  et  $E\dot{A}_{4965}$ .





# Vagues d'innovation, nouvelles technologies et croissance économique

*Michel Didier, Michel Martinez*

Pour apprécier les enjeux économiques du développement des nouvelles technologies et des nouveaux produits, plusieurs approches peuvent être envisagées. Il peut être intéressant de rapprocher ce qui se passe actuellement avec ce qui s'était passé lors de vagues d'innovation antérieures. On pense dans la longue période à l'apparition du chemin de fer, de l'électricité ou du téléphone et au cours du dernier demi-siècle à l'électroménager ou à la télévision. Il est aussi utile de comparer la situation française et celle des Etats-Unis en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication. La présente note réunit des données statistiques et propose plusieurs comparaisons rétrospectives sur ces questions.

## Des vagues successives de nouveaux produits

Toute l'histoire du siècle est une succession de vagues de nouveaux produits. Or nous avons connu des régimes différents de croissance globale. Le lien avec la croissance n'apparaît donc pas très clairement. Il apparaît en effet que ces vagues d'in-

novation se recouvrent les unes les autres et se diffusent lentement. Il est possible cependant que la diffusion des nouvelles technologies soit plus rapide.

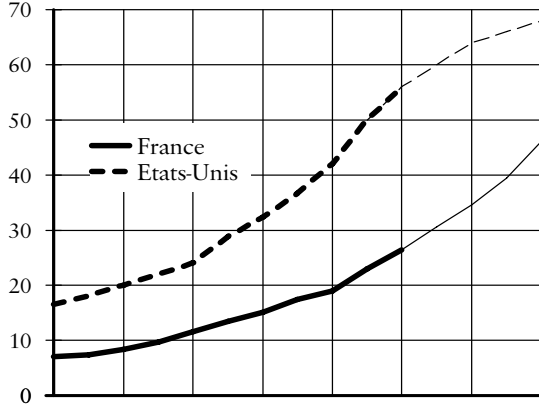
## Des délais de diffusion de vingt à quarante ans, voire plus

Si l'on commence par une vision longue sur une période d'un siècle et demi (chemin de fer, électricité, téléphone et radio), on constate que la diffusion des produits nouveaux est généralement lente. Même la diffusion du téléphone, considéré aujourd'hui comme au centre des nouvelles technologies, commence il y a un siècle et mettra plusieurs décennies avant de décoller vraiment, surtout en France. Pour passer d'un taux de pénétration de 10 % à un taux de 90 %, il faut de quarante à cinquante ans. Seule la radio se répand en vingt ans à partir des années trente (paradoxalement, c'est une période de récession macroéconomique). Une différence entre les vagues d'innovations précédentes et la vague actuelle pourrait tenir aux délais de diffusion. L'idée est qu'il y aurait une accélération de l'histoire. Regardons les choses d'un peu plus près dans la période plus récente des dernières décennies.

## Comparaisons du développement des NTIC en France et aux Etats-Unis

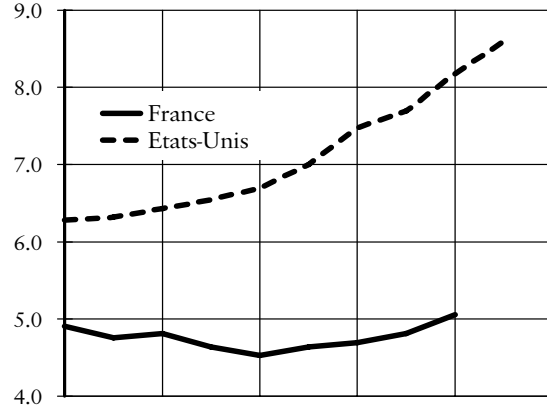
### La diffusion des NTIC

Taux de pénétration des ordinateurs personnels  
(en % du nombre de ménages)

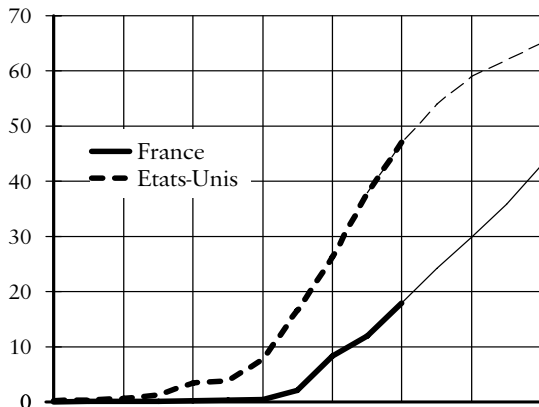


### L'offre des NTIC

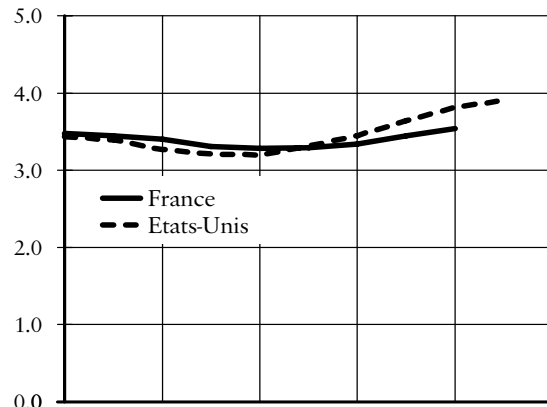
Contribution au PIB  
des secteurs producteurs de TIC (en % du PIB)



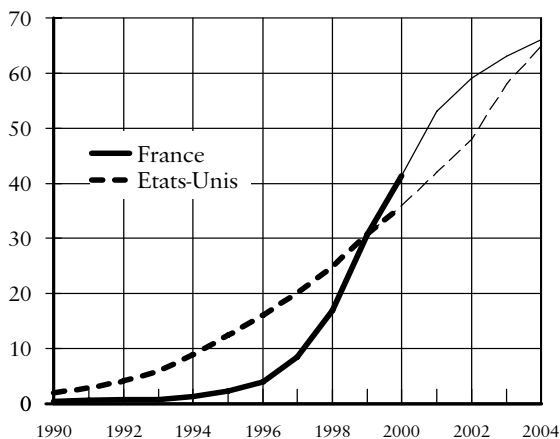
Taux de pénétration de l'internet  
(en % du nombre de ménages)



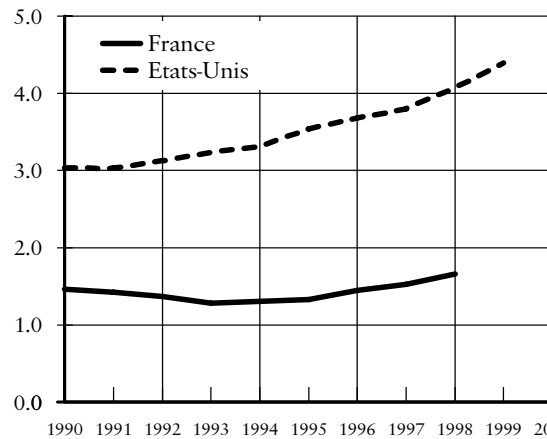
Part de l'emploi dans les secteurs producteurs  
de TIC dans l'emploi total (en %)



Taux de pénétration du téléphone mobile  
(en % de la population totale)



FBCF privée non résidentielle en TIC  
(en % du PIB)



Sources : NTIA, Insee, ART, CTIA, Médiamétrie : (calcul REXEcode)

Sources : recherche conduite par REXEcode pour le compte du Commissariat Général du Plan (1) © REXECODE

<sup>1</sup> Michel Didier, Michel Martinez, « Le poids des technologies de l'information et de la communication dans l'économie. Une comparaison entre France et Etats-Unis », contribution au rapport du Conseil d'Analyse Economique sur la Nouvelle Economie.

## Des années cinquante à la fin du siècle

Tournons-nous donc vers le dernier demi-siècle pour lequel on dispose de plus de données. Les choses semblent aller un peu plus vite au cours de cette période. Pour passer d'un taux de pénétration de 10 % à un taux de 90 %, il faut environ 20 ans pour la machine à laver ou la télévision.

## Une comparaison entre la France et les Etats-Unis

Il est intéressant aussi de comparer la diffusion des nouveaux produits aux Etats-Unis et en France. Les graphiques comparatifs (page ci-contre) montrent l'avance prise en règle générale par les Etats-Unis lors de l'apparition des nouveaux produits puis le rattrapage de la France en une à deux décennies. Cette observation peut être rapprochée des taux de croissance de l'économie française et américaine.

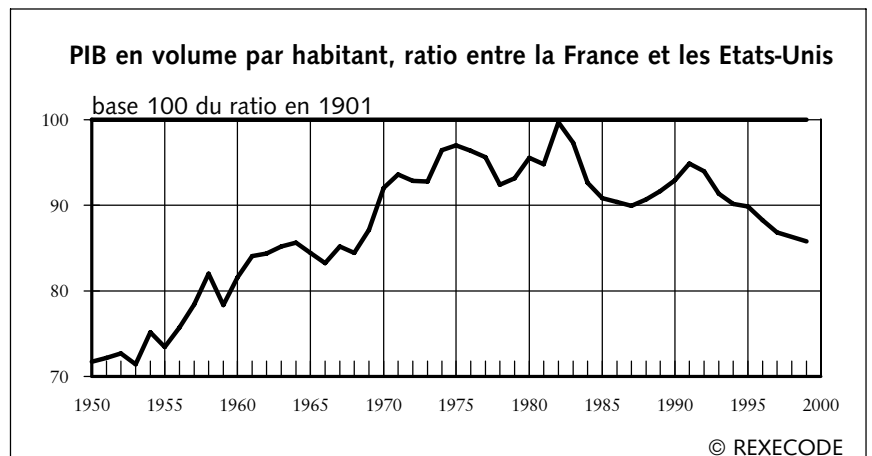
Le graphique suivant montre le ratio entre PIB en volume par habitant en France et aux Etats-Unis. On constate un rattrapage de la France jusqu'en 1980 qui peut être rapproché du rattrapage français pour l'ensemble des nouveaux produits. Mais on observe aussi une inversion du mouvement à partir de 1980 et la réapparition d'un retard de croissance français (et très probablement européen) depuis vingt ans. Ceci invite à examiner plus précisément la vague des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Si on examine les tout nouveaux produits (ordinateurs, mobile, internet), le fait remarquable est le développement exceptionnellement rapide du téléphone mobile. Pour l'internet, il est trop tôt pour juger car cela démarre à peine. Mais pour l'ordi-

nateur personnel, l'évolution est moins rapide que celle de la télévision et proche de celle du lave-vaisselle.

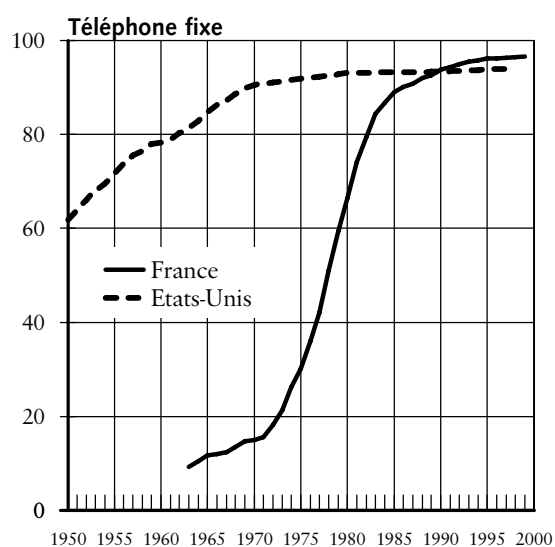
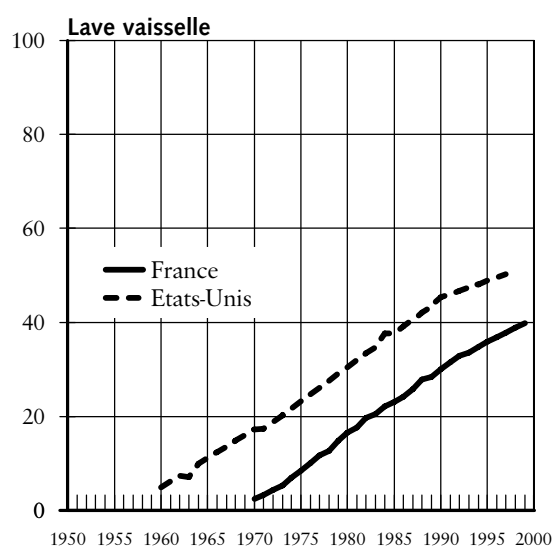
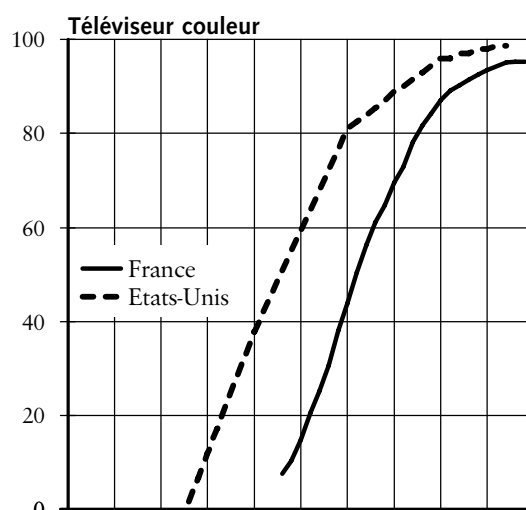
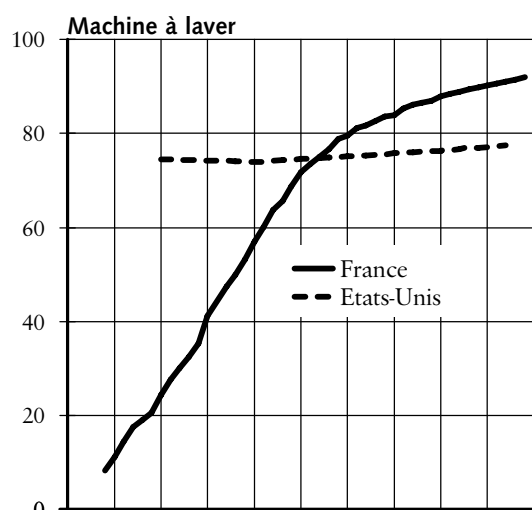
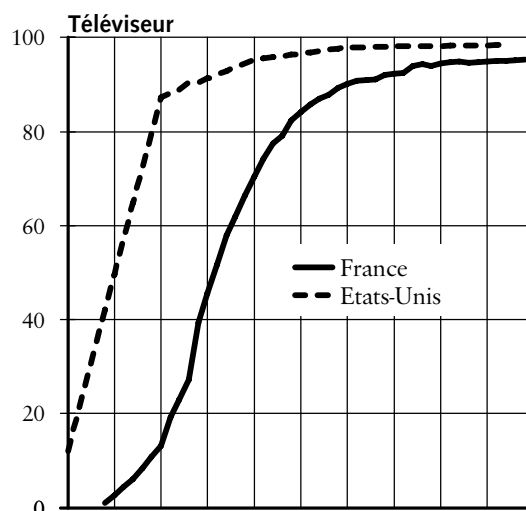
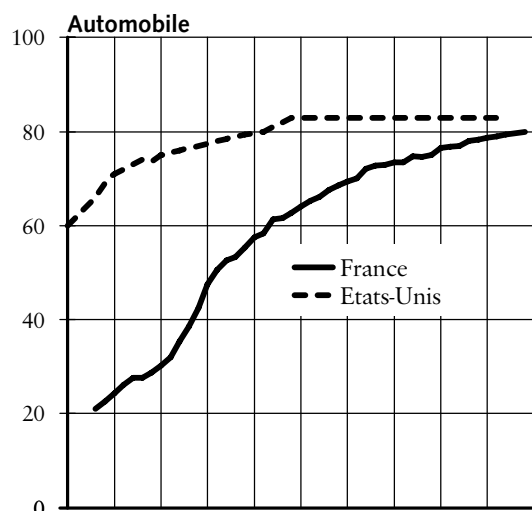
## Le poids des nouvelles technologies en France et aux Etats-Unis

Si on s'interroge sur les effets des NTIC pour l'Europe et la France, une question essentielle a été soulevée par l'économiste R. Gordon. S'il suffit de s'équiper en informatique et en télécommunication et de se réorganiser, alors l'Europe et la France devraient profiter rapidement des gains de la nouvelle économie. Si en revanche les moteurs de la nouvelle croissance sont dans le développement de l'offre et des capacités de production des nouvelles technologies, alors la France (tout comme le reste de l'Europe) ne sera entraînée dans la nouvelle économie que dans une moindre mesure. Le « poids » des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication dans l'économie nationale peut donc être vu de deux façons : du point de vue de la diffusion dans la société (mesurée par exemple par des taux d'équipement), ou du point de vue de la capacité productive en nouvelles technologies (mesurée par exemple par la valeur ajoutée

Après la Deuxième guerre mondiale, de 1950 à la fin des années soixante-dix, le PIB français augmentait plus rapidement que le PIB américain. Le mouvement s'est ensuite inversé.



## Comparaison des taux de pénétration des nouveaux produits en France et aux Etats-Unis 1950-2000



© REXECODE

des entreprises productrices de biens et services liés aux technologies de l'information et de la communication).

### **Les nouvelles technologies se diffusent progressivement en France**

La progression de l'équipement des foyers en micro-ordinateurs est générale, favorisée par de fortes baisses des prix. Entre 1994 et 1999, le taux de pénétration de l'ordinateur a doublé aussi bien aux Etats-Unis qu'en France. Cependant, alors que plus d'un foyer américain sur deux dispose d'un ordinateur au début de l'année 2000, seulement 23 % des foyers français sont équipés. Les Français en sont aujourd'hui au taux d'équipement des Américains en 1993. Ils sont également à la traîne dans la pratique d'Internet. Ainsi, fin 1999, 38 % des ménages américains se connectaient à Internet à domicile contre 11,9 % en France. Selon l'*Internet Software Consortium*, les Etats-Unis représentent aujourd'hui plus de 71 % du total des hôtes Internet dans le monde, avec 51,4 millions contre 1,2 million en France. En revanche, la France a rattrapé son retard sur les Etats-Unis en matière de téléphonie mobile puisque 30 % de la population était équipée dans les deux pays à la fin de l'année 1999. La multiplication des normes aux Etats-Unis a incontestablement freiné la diffusion de la téléphonie mobile mais ce frein disparaîtra avec l'UMTS. D'ici à 2004, nous prévoyons une maturation progressive des marchés américains des

TIC permettant à la France de combler une partie de son retard.

### **Mais l'écart sur les capacités de production se creuse**

Dans une étude en cours conduite pour le Commissariat Général du Plan, nous avons retenu une définition stricte des activités des NTIC (retenue aussi dans les rapports *The Digital Economy*), comprenant les matériels et services dans l'informatique, les communications et la diffusion audiovisuelle. En termes de production, la part du secteur technologique dans l'économie est à peu près stable en France alors qu'elle a fortement augmenté aux Etats-Unis ces dernières années. La valeur ajoutée des secteurs producteurs de TIC représentait en France 416 milliards de francs en 1998 (5,1 % du PIB) contre 697 milliards de dollars aux Etats-Unis (8,2 % du PIB).

L'écart entre la France et les Etats-Unis porte sur toutes les activités technologiques, les activités de production de matériels étant deux fois plus élevées aux Etats-Unis. L'écart se creuse pour le poids de la valeur ajoutée dans le PIB comme pour les dépenses d'investissement du secteur privé non résidentiel en biens et services de NTIC. Celles-ci sont passées de 1,5 % à 1,7 % du PIB entre 1990 et 1998 en France alors qu'elles augmentaient de 3 % à 4,1 % du PIB aux Etats-Unis. La position française en termes de capacités d'offre de biens et services liés aux nouvelles technologies reste donc fortement décalée par rapport à celle des Etats-Unis. ■





# Ralentissement démographique général et vieillissement de la population

Jean-Michel Boussemart

A horizon de ces cinq prochaines années, même si les inflexions démographiques seront encore modérées et ne feront sentir leurs effets que lentement, il convient de bien savoir dans quelle direction les forces vont s'exercer. L'erreur de prévision dans ce domaine à cet horizon si court est faible. On s'appuiera ici sur les projections de la Banque mondiale publiées en 1999.

La croissance démographique mondiale ralentit. Toutes choses égales par ailleurs, ceci est un facteur de ralentissement de l'expansion économique. Quasiment tous les pays sont concernés mais la décélération à venir est relativement plus nette dans les pays riches que dans les pays en voie de développement. L'écart démographique entre pays en voie de développement et pays riches va continuer de s'accroître. A l'intérieur des zones développées, la disparité entre l'Amérique du nord d'une part et le Japon et l'Europe d'autre part va continuer de s'accroître à l'avantage du « nouveau monde ». Au sein des pays émergents, la baisse de la population devrait se poursuivre en Europe de l'est tandis que la croissance démographique resterait encore proche ou supérieure à 1 % l'an en Asie et en Amérique latine. S'agissant des

effectifs en âge de travailler, c'est-à-dire des personnes de 15 à 64 ans, la croissance démographique mondiale resterait de l'ordre de 1,7 % l'an au cours des cinq prochaines années comme au cours des cinq dernières. Il y aurait un léger ralentissement dans les pays de l'OCDE avec une baisse s'accroissant au Japon. Le gonflement des effectifs se modérerait en Asie, à l'exception de la Chine, et ferait place à une stagnation dans les pays de l'Europe de l'est. Dans l'ensemble des pays riches, les coefficients de dépendance des personnes âgées de 65 ans et plus continueraient de progresser, le vieillissement de la population s'accroissant surtout au Japon et en Europe, beaucoup moins en Amérique du nord.

## La croissance démographique mondiale ralentit

La population mondiale s'élève à un peu plus de 6 milliards. Au

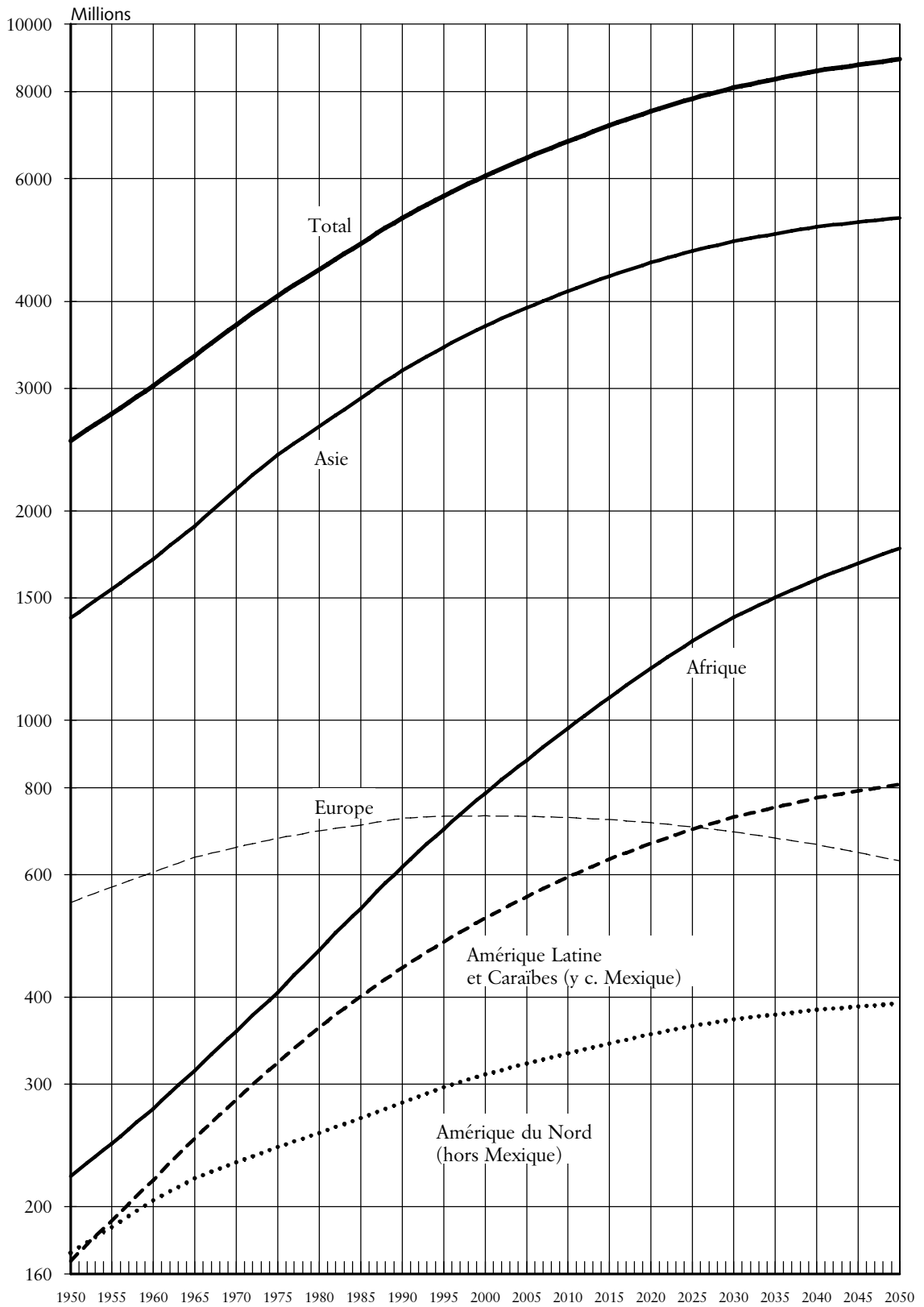
L'écart se creuse entre pays riches et pays à bas et moyens revenus

Croissance démographique mondiale					
	1995	2000	2005	2000 1995	2005 2000
	(milliards)			(% par an)	
<b>Population mondiale</b>	<b>5,68</b>	<b>6,07</b>	<b>6,42</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>
Pays à hauts revenus	0,92	0,94	0,95	0,5	0,3
Pays à revenus bas et moyens	4,76	5,13	5,47	1,5	1,3

Source : Banque Mondiale, projections 1999.

## Perspectives démographiques

### Population mondiale



© REXECODE



cours des cinq dernières années, elle s'est accrue au rythme annuel moyen de 1,4 %, c'est-à-dire d'un peu moins de 80 millions par an.

Par grandes classes d'âge, elle se répartit ainsi : 1,8 milliard pour les 0 à 14 ans, soit 30 % de la population mondiale totale (31,2 % il y a cinq ans), 3,8 milliards pour ceux âgés de 15 à 64 ans qui représentent 63,2 % de la population totale (62,1 % en 1995) et un peu plus de 400 millions pour ceux âgés de 65 ans et plus, soit 6,8 % de la population mondiale (6,6 % il y a cinq ans). Le nombre de personnes âgées de 75 ans et plus s'élèvent à 143 millions, soit 2,4 % de la population du globe.

Au cours des cinq prochaines années, la population mondiale s'accroîtrait au rythme annuel moyen de 1,1 %, soit trois dixièmes de point de moins que durant les cinq dernières années. La part des 0 à 14 ans continuerait de baisser, les effectifs diminuant au rythme de 0,2 % l'an. La part des 65 ans et plus continuerait de s'accroître comme aussi celle des 15 à 64 ans. L'augmentation des effectifs en âge de travailler se poursuivrait au rythme annuel moyen de 1,7 %.

### Les disparités entre pays ou zones se creusent...

Quasiment tous les pays sont concernés par le processus de ralentissement, mais pas de façon identique de sorte que les disparités vont encore se creuser entre les pays riches et les pays en voie de développement, mais aussi entre pays développés.

Selon la Banque mondiale, la population des pays à hauts

revenus s'élève à un peu moins de 940 millions en 2000. Au cours des cinq dernières années, elle s'est accrue au rythme annuel moyen de 0,5 % l'an seulement et sa progression se modérerait à 0,3 % l'an au cours des cinq prochaines. Il y a là un facteur de ralentissement économique, d'autant plus que l'augmentation des effectifs en âge de travailler se modérera également à 0,4 % l'an contre 0,6 % de 1995 à 2000. Dans l'ensemble de ces pays, les effectifs âgés de 0 à 14 ans vont continuer à baisser et plus rapidement que durant les cinq dernières années. En revanche, la progression des effectifs âgés de 65 ans et plus va se poursuivre au rythme inchangé de 1,3 % l'an de sorte que leur part dans la population totale passerait de 20,7 % à 21,6 % entre 2000 et 2005.

La population des pays à bas revenus et à revenus moyens s'élève à un peu plus de 5,1 milliards. La progression se modérerait à 1,3 % l'an contre 1,5 % entre 1990 et 1995. Dans l'ensemble de ces pays, les effectifs âgés de 0 à 14 ans commenceraient à baisser (- 0,1 % l'an) et représenteraient un peu moins de 30 % de la population totale en 2005 (le ratio équivalent dans les pays riches est de 17,9 %). L'accroissement de la population en âge de travailler resterait vif de

**Le champion de la croissance démographique reste le continent africain**

Croissance démographique des pays en développement		
(% par an)	2000/1995	2005/2000
<b>Afrique</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>
du nord	1,9	1,8
subsaharienne	2,7	2,3
<b>Asie</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>
dont pays émergents	1,4	1,0
Moyen-Orient	2,2	2,1
<b>Amérique latine</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>

Source : Banque Mondiale, projections 1999.

l'ordre de 1,9 % l'an, un dixième de point en moins que durant ces cinq années.

Les disparités démographiques entre les pays riches et ceux en voie de développement ne doivent pas cacher des disparités à l'intérieur des pays en voie de développement d'une part et au sein des pays développés d'autre part.

### ... entre les pays en développement...

Dans l'ensemble des pays en développement, le champion de la croissance démographique reste le continent africain. Bien que la natalité baisse et que le recul du taux de mortalité soit déjà et sera encore freiné par l'épidémie du sida, la population du continent africain augmenterait au rythme annuel moyen de 2,3 % contre 2,5 % au cours des cinq dernières années, l'avance demeurant plus vive dans l'Afrique subsaharienne que dans l'Afrique du nord. En regard, la croissance démographique serait près de deux fois plus faible dans le continent asiatique, soit de 1,2 % l'an contre 1,4 % au cours de ces cinq dernières années et ressortirait à 1,4 % en Amérique latine contre 1,6 % de 1995 à 2000.

On notera qu'à l'intérieur du continent asiatique, les écarts vont se creuser aussi entre ce qu'il est

convenu d'appeler les pays émergents et les autres. Dans le premier groupe (Corée, Hong Kong, Singapour, Thaïlande, Malaisie, Philippines, Chine, Indonésie et Inde), soit parce que le niveau de vie est plus élevé ou soit parce que les autorités ont pris des mesures coercitives pour réduire la natalité, la croissance démographique continuerait de se modérer et ne dépasserait plus 1 % l'an. En regard, la croissance de la population des pays arabes du Moyen-Orient resterait beaucoup plus forte, supérieure à 2 % l'an.

### ... comme au sein des pays développés

Au sein des pays développés, les disparités vont également s'accroître. La croissance démographique va rester nettement plus forte en Amérique du nord qu'en Europe et au Japon. En Amérique du nord, elle serait de 0,8 % l'an, ce à quoi contribue nettement la vitalité démographique mexicaine mais pas seulement. Au Japon, la population n'augmenterait plus que de 0,1 % l'an. Ce n'est qu'au-delà de 2005 qu'elle baisserait. En Europe, la croissance démographique se modérerait à 0,2 % l'an, l'avance devant beaucoup à la vitalité turque. Hors Turquie, la population stagnerait, baissant notamment en Allemagne et dans les pays du sud de la zone euro. En Europe de l'est, la population continuerait de reculer au rythme de 0,3 % l'an.

De ces disparités entre pays développés, il faut en inférer, toutes choses égales par ailleurs, des différences probables en matière de dynamisme économique, à l'avantage de l'Alena (en 2000, la population de l'Alena est

La croissance démographique restera beaucoup plus forte en Amérique du nord qu'au Japon ou en Europe

Croissance démographique des pays développés		
(% par an)	2000/1995	2005/2000
Amérique du nord	1,0	0,8
Japon	0,2	0,1
OCDE Europe	0,4	0,2
Union européenne	0,2	0,0

Source : Banque Mondiale, projections 1999.

supérieure de 38 % à celle de la zone euro. Dans cinq ans, elle sera supérieure de 44 %. En 2040, elle pourrait l'être de 87 %. Des disparités entre pays riches et pays à bas ou moyens revenus, il faut également en tirer des conséquences fort probables en matière de courants migratoires. Les pressions seront de plus en plus fortes au-delà de 2005 comme le laissent deviner les quelques illustrations ci-dessous.

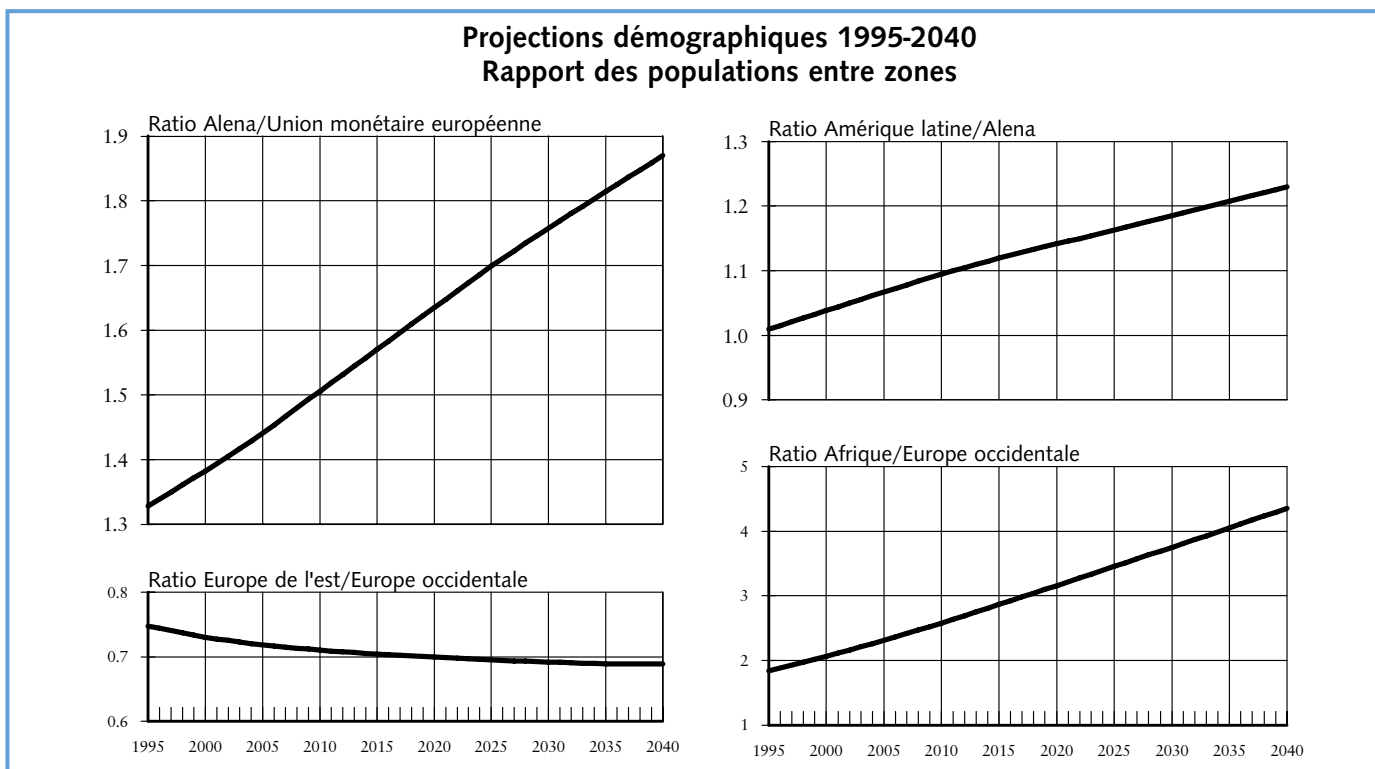
En 1995, la population de l'Amérique latine (hors Mexique) était à peine supérieure à celle de l'Alena. En 2000, le ratio est de l'ordre de 1,04 et passerait à 1,07 en 2005. Selon les hypothèses de la Banque mondiale, il monterait jusqu'à 1,23 en 2040. A l'intérieur de l'Alena, on rappellera que la population mexicaine qui représentait 34,7 % de la population des Etats-Unis en 1995, en représenterait 37,7 % en 2005 et un peu moins de la moitié en 2040 (47,8 %).

En Europe, la population des pays émergents situés à l'est

(Pologne, Hongrie, ex-Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Russie et Ukraine) représentait en 1995 les trois-quarts de la population des pays occidentaux (Union européenne, Suisse, Norvège et Islande). Le ratio ne serait plus que de 72 % en 2005 et baisserait jusqu'à 69 % au-delà. A moyen-long terme, les économies de ces pays pâtiront de cette faiblesse démographique et, sous ce seul critère, n'exerceront pas de pressions migratoires sur les pays de l'Ouest.

Ces pressions viendront inmanquablement du sud. En 1995, la population de tout le continent africain était 1,8 fois plus nombreuse que celle de l'Europe occidentale. En 2000, le ratio est proche de 2,1. Il pourrait ressortir à 2,3 en 2005 et monter jusqu'à 4,4 en 2040. La population de l'Afrique du nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte) qui était de l'ordre du tiers de la population des pays européens occidentaux en 1995, en représenterait 39 % en 2005 et 62 % en 2040.

**La pression migratoire en provenance du sud s'accroîtra en Europe**



En Asie, de la même manière, la comparaison de l'évolution démographique à venir du Japon avec celles de ses principaux voisins ne va pas à l'avantage de l'Archipel.

### Hausse des coefficients de dépendance des personnes âgées

A l'échelle de la planète, la part des personnes âgées de 65 ans et plus va s'accroître modérément, de 6,8 % en 2000 à 7,1 % en 2005, celle des personnes âgées de 75 ans et plus restant pratiquement stable (2,5 % contre 2,4 %). Entre pays, les évolutions ne seront pas identiques.

En Amérique du Nord, le coefficient de dépendance des personnes âgées de 65 ans et plus continuerait de baisser, passant de 15,7 % en 2000 à 15,3 % en 2005. Compte tenu de la baisse de la part des 0-14 ans, le coefficient de dépendance total (total des effectifs âgés de 0 à 14 ans et de ceux de 65 ans et plus rapporté aux effectifs âgés de 15 à 64 ans) qui est de 52,8 % en 2000

baisserait jusqu'à 49,6 % en 2005. Ces évolutions ne sont pas uniquement dues au Mexique, on les retrouve aussi aux Etats-Unis.

En Europe et au Japon, les évolutions ne seront pas les mêmes. Le coefficient de dépendance total va augmenter, légèrement de ce côté-ci de l'Atlantique, plus nettement dans l'Archipel. En Europe et plus encore au Japon, le coefficient de dépendance des personnes âgées de 65 ans et plus va progresser. Il passerait au Japon de 24,9 % en 2000 à 29,1 % en 2005 et en Europe occidentale de 24 à 25,3 %. On discerne là la pression croissante qu'exerceront les régimes de retraite lorsqu'ils sont publics et par répartition sur les prélèvements obligatoires.

Tous les pays européens ne sont pas tous touchés de façon identique. Les pays les plus concernés sont ceux où la population en âge de travailler recule déjà ou va reculer au cours de ces cinq prochaines années : Allemagne, Italie, Espagne, Grèce. A la lecture du tableau ci-contre, on soulignera la détérioration particulièrement vive de la démographie italienne dont l'évolution se rapproche de celle du Japon et qui pose un problème aigu de financement des retraites. Les évolutions française et britannique sont moins défavorables que celles de l'Allemagne ou de l'Espagne, elles n'en sont pas moins préoccupantes. A horizon de ces cinq prochaines années, le paysage démographique en Europe sera encore plus contrasté qu'aujourd'hui sur fond de vieillissement général. ■

Le vieillissement de la population va s'accroître au Japon et en Europe

Coefficients de dépendance (en %)			
	65 ans et plus		
	1995	2000	2005
<b>Alena</b>	<b>16,4</b>	<b>15,7</b>	<b>15,3</b>
dont Etats-Unis	19,2	18,2	17,7
<b>Japon</b>	<b>20,9</b>	<b>24,9</b>	<b>29,1</b>
<b>Europe occidentale</b>	<b>22,9</b>	<b>24,0</b>	<b>25,3</b>
dont Allemagne	22,2	23,3	27,0
France	23,2	23,9	24,1
Roy.-Uni	24,3	24,3	24,4
Italie	23,3	25,9	27,9
Espagne	22,6	24,6	24,5

## Sommaire des numéros antérieurs

*(les numéros 1 à 35 ont été publiés sous le timbre Revue de l'Ipecode)*

---

- N°1 (mars 1983) - Le modèle ICARE  
N°2 (juillet 1983) - Perspectives pour l'économie française 1983  
N°3 (novembre 1983) - Perspectives pour l'économie française 1983-1984  
N°4 (février 1984) (1) - Le partage de la valeur ajoutée dans l'économie française 1970-1982  
N°5 (juin 1984) - Perspectives pour l'économie française 1984-1985  
N°6 (novembre 1984) (1) - Rentabilité et endettement des entreprises françaises
- N°7 (février 1985) - L'encadrement du crédit : abolition ou consolidation ?  
N°8 (juin 1985) - Perspectives pour l'économie française 1985-1986  
N°9 (octobre 1985) - Performances des entreprises françaises 1970-1984  
N°10 (décembre 1985) (1) - L'économie française en 1985 et 1986
- N°11 (mars 1986) (1) - Le coût des licenciements et son incidence sur l'emploi  
- La dette publique française  
N°12 (juin 1986) (1) - Perspectives pour l'économie française 1986-1987  
- Du bon usage du contre-choc pétrolier  
N° Hors Série (oct. 86) (1) - L'agriculture française en 1986  
N°13 (décembre 1986) - Prévisions monétaires et financières pour 1976-1987  
- Comportement financier des ménages  
- Comportement financier des entreprises.  
N°14 (décembre 1986) - L'économie française en 1986-1987
- N°15 (avril 1987) - Perspectives pour l'économie française 1987-1988  
- La libération des prix des services :  
dérapages ou rattrapages ?  
N°16 (juin 1987) - Le rôle des réserves obligatoires dans la politique monétaire  
- La collecte des liquidités depuis 1970  
- Le coût du travail en France et en Allemagne  
N° Hors Série (oct. 1987) (1) - L'agriculture française en 1987  
N°17 (novembre 1987) (1) - La politique de taux d'intérêt des grandes banques centrales  
- Les importations françaises : une analyse statistique  
N° 18 (décembre 1987) - Le cours des actions françaises et américaines  
- Les conséquences de la crise boursière  
sur les comportements de dépense  
- Le développement récent du crédit à la consommation  
- Trois scénarios pour l'économie mondiale  
- L'économie française en 1988
- N° 19 (avril 1988) - Les dépenses des administrations publiques  
en France et en Allemagne  
- Déficit public et déficit extérieur ? Y a-t-il un lien ?  
- L'économie française jusqu'en 1992  
- Le degré de liberté de la politique économique  
N° 20 (juillet 1988) - Perspectives pour l'économie française 1988-1989  
- Les faillites d'entreprises  
- Réflexions sur la fonction de demande de monnaie aux Etats-Unis  
N° 21 (octobre 1988) - L'économie française en 1988 et 1989  
- La transmission des fluctuations boursières : un peu d'économétrie  
N° 22 (décembre 1988) - De 1988 à 1989, à travers le modèle ICARE réestimé  
de l'IPECODE  
- ICARE 1980, le modèle en nouvelle base de comptabilité nationale  
- La situation financière du secteur Textile-Habillement

- N°23 (avril 1989) - 1989-1990, l'inflexion dans la continuité  
- Perspectives pour l'économie française 1989-1990  
- La rémanence de la TVA en France, les conséquences de la suppression de la TVA grévant les produits pétroliers blancs
- N°24 (juillet 1989) - 1989-1990, quelle inflexion, quelle continuité ?  
- Les nouvelles prévisions conjoncturelles de l'IIPECODE  
- Une augmentation des investissements formation  
- Les statistiques d'investissements formation
- N° 25 (octobre 1989) - Perspectives pour l'économie française 1989-1990
- N°26-27 (avril 1990) - L'économie mondiale en 1990 et 1991  
- L'économie française en 1990-1991  
- Un modèle conjoncturel international : IMAGE  
- L'investissement dans le modèle ICARE  
- L'agriculture française face aux nouvelles données européennes et mondiales
- N° 28 (juillet 1990) - Croissance et répartition : des contraintes inévitables  
- L'économie mondiale à l'horizon 1995 : des raisons d'optimisme  
- Projections de l'économie française jusqu'en 1995
- N° Hors Série (sept. 1990)(1) - Les effets des "chocs d'août 1990" sur l'économie française
- N° 29 (décembre 1990) - Une projection de l'économie française pour 1991-1992
- N° Hors Série - Les marges de la politique économique au printemps 1991
- (n°s 30-31) (avril 91) (1) - Perspectives économiques pour 1991-1992
- N° Hors Série (n°32) (juillet 1991) (1) - S'il se prolongeait, le recul de l'investissement pèserait sur les perspectives économiques françaises
- N°Hors Série (n°33) (octobre 1991) (1) - Politique Economique et Perspectives pour 1992
- N° Hors série (n°34) (janvier 1992) (1) - Le « choc » de la crise du Golfe a-t-il durablement modifié le comportement de consommation des ménages ?
- N° 35 (avril 1992) - Perspectives Economiques pour 1992 et 1993
- N° 36 (juillet 1992) - L'entreprise et la pratique de l'intéressement
- N° 37 (octobre 1992) - 1993 : à la recherche d'une stratégie économique  
- Perspectives d'environnement international pour 1992 et 1993  
- Perspectives de l'économie française pour 1992 et 1993  
- Dévaluation et taux d'intérêt
- N° 38 (janvier 1993) - Déficit et dettes publiques dans les pays de la CEE :  
« l'effet boule de neige »
- N° 39 (avril 1993) - La situation économique en Russie : faits, analyses et perspectives  
- Perspectives économiques 1993-1994
- N° 40 (juillet 1993) - La situation financière des entreprises françaises au début 1993  
- Allemagne : après la réunification, une consolidation laborieuse  
- Agriculture : quelques enjeux macroéconomiques et commerciaux liés à la réforme de la PAC  
- R&D et performances à l'exportation  
- Indicateurs des cycles conjoncturels 1974-1993
- N° 41 (octobre 1993) - Perspectives économiques 1993-1994
- N° 42 (janvier 1994) - Points de vue sur le commerce mondial
- N° 43 (avril 1994) - Perspectives économiques 1994-1995
- N° 44 (juillet 1994) - Effort pour l'environnement des entreprises françaises  
- Tendances du commerce extérieur et de la compétitivité française  
- Evolution des placements et de l'endettement des ménages en France

- N° 45 (octobre 1994)
- Perspectives économiques 1994-1995
  - La situation financière des entreprises françaises
  - Les erreurs de mesure des comptes trimestriels
  - Performances comparées à l'exportation
- N° 46 (janvier 1995)
- Peut-on expliquer les fluctuations récentes du change dollar/mark ?
  - Le marché des bureaux analysé du côté de la demande
  - Une prévision à court terme de l'investissement productif au Japon
  - Population et PIB : un aperçu des tendances longues
- N° 47 (avril 1995)
- Perspectives économiques 1995-1996
  - Quelques aspects statistiques de la réunification allemande
- N° 48 (juillet 1995)
- Industrie 1995 : le rapport de Rexecode pour le G.f.i
- N° 49 (octobre 1995)
- Perspectives 1995 - 1996
- N° 50 (février 1996)
- Le transport de marchandises : comment mesurer le service rendu
  - Graphiques du cycle conjoncturel
- N° 51 (avril 1996)
- Perspectives 1996 - 1997
- N° 52 (juillet 1996)
- Industrie 96 : relancer l'industrie par l'innovation
  - L'industrie française dans l'expectative
  - L'excédent industriel augmente, les parts de marché reculent
  - Le cercle vertueux de l'innovation
  - Des positions françaises meilleures en recherche qu'en innovation
  - Renforcer notre capacité d'innovation
- N° 53 (octobre 1996)
- Perspectives conjoncturelles meilleures,  
mais l'ajustement structurel reste indispensable
  - Perspectives de l'économie française
  - Perspectives mondiales
  - Une comparaison des finances publiques de la France et de l'Allemagne
  - Notre problème actuel est-il vraiment la déflation ?
- N° 54 (1er trim. 1997)
- Quels effets attendre de la loi Robien
  - L'apport de la cotation en bourse
  - La Corée du Sud à la recherche d'un nouvel équilibre
  - Perspectives démographiques mondiales
  - Projections démographiques dans cinq grands pays européens
- N° 55 (2ème trim. 1997)
- Perspectives de l'économie française
  - Perspectives de l'économie mondiale
  - Tableaux de la convergence européenne
  - Graphiques des cycles conjoncturels
- N° 56 (3ème trim. 1997)
- L'Europe contrainte au changement structurel
  - Dépenses publiques et emploi : l'exemple des Pays-Bas
  - Perspectives de la croissance asiatique
  - Trois questions sur l'euro
- N° 57 (4ème trim. 1997)
- Des concepts pour un bon diagnostic économique :  
profitabilité et surplus de productivité.
  - Perspectives de l'économie française
  - Perspectives de l'économie mondiale
  - Dépenses publiques françaises : une mise en perspective internationale
  - Supplément au n°57 : retrouver le chemin  
de l'investissement industriel
- N° 58 (1er trim. 1998)
- Editorial : 35 heures entre utopies et réalité
  - Incidence des charges fiscales et sociales sur la localisation d'activité
  - Les performances comparées de l'Europe et des Etats-Unis
  - La conjoncture brésilienne en 1997
  - Une comparaison de l'emploi dans le commerce de détail  
en France et aux Etats-Unis

- N° 59 (2ème trim. 1998) - Editorial : la conjoncture est favorable à l'euro  
 - Perspectives économiques de l'économie mondiale pour 1998 et 1999  
 - Graphiques des cycles conjoncturels
- N° 60 (3ème trim. 1998) - Editorial : le paradoxe de la compétitivité industrielle française  
 - La compétitivité industrielle française à la veille de l'euro
- N° 61 (4ème trim. 1998) - Editorial : pour une méthode budgétaire plus prudente  
 et plus réactive  
 - Les perspectives économiques pour 1998 et 1999  
 - Graphiques des cycles conjoncturels
- N° 62 (1er trim. 1999) - Editorial : la convergence fiscale ne progresse pas dans la zone euro  
 - Une comparaison économique de la France et des Pays-Bas  
 - L'investissement productif en France
- N° 63 (2ème trim. 1999) - Editorial : l'euro apportera-t-il à l'Europe une croissance  
 à l'américaine ?  
 - Perspectives économiques pour 1999 et 2000  
 - Perspectives de l'économie française  
 - Graphiques des cycles conjoncturels
- N° 64 (3ème trim. 1999) - Editorial : législation protectrice de l'emploi  
 et performance du marché du travail  
 - Perspectives 1999-2003  
 - Perspectives françaises  
 - Les scénarios des 35 heures  
 - Perspectives mondiales  
 - Graphiques des cycles conjoncturels
- N° 65 (4ème trim. 1999) - Editorial : penser l'avenir bien au-delà de l'an 2000  
 - Perspectives économiques pour 1999-2000  
 - Perspectives de l'économie mondiale  
 - Perspectives de l'économie française  
 - Une évaluation sectorielle de l'impact *ex ante* des 35 heures
- N° 66 (1er trim. 2000) - Editorial : quelle croissance longue pour l'économie française ?  
 - Quatre aspects de la nouvelle économie :  
 La réalité du New Age n'est pas prouvée - *Anton Brender*  
 L'avènement du travail polyvalent - *Daniel Cohen*  
 Nouvelle économie et nouvelles technologies - *Michel Didier*  
 La France sur les traces des Etats-Unis ? *Jean Pisani-Ferry*
- N° 67 (2ème trim. 2000) - Editorial : une belle phase d'expansion mondiale,  
 qu'en ferons-nous ?  
 - Perspectives de l'économie mondiale 2000-2001  
 - Présentation générale des perspectives  
 - Perspectives économiques des principaux pays  
 - Perspectives des finances publiques des grands pays



# revue de Rexecode

---

n° 68  
3ème trimestre 2000

Rexecode  
Centre de Recherches pour l'Expansion de l'Economie  
et le développement des Entreprises

---

Un centre d'études économiques indépendant  
ouvert aux entreprises

Créé en 1957, Rexecode est la première association française de recherches et d'études économiques privée et indépendante tournée vers l'entreprise. Rexecode est ouvert à toute entreprise ou organisation professionnelle soucieuse d'être directement et immédiatement informée des changements économiques en cours et de soutenir les objectifs de l'association. Rexecode compte aujourd'hui environ une centaine d'adhérents parmi les tous premiers groupes industriels ou financiers français.

Une veille conjoncturelle permanente

Rexecode assure une veille conjoncturelle permanente grâce à des données mises à jour et vérifiées quotidiennement, à des analyses régulières de la conjoncture et à une exploration des tendances probables de l'économie française et internationale. Les analyses des économistes de Rexecode font l'objet de documents écrits, adressés aux adhérents à des fréquences hebdomadaires, mensuelles, trimestrielles ou annuelles. Elles sont régulièrement présentées et discutées au cours de réunions de travail qui permettent un échange avec l'équipe de Rexecode mais aussi entre les adhérents.

Un regard d'entreprise sur la politique économique

Outre ses travaux d'analyse conjoncturelle, Rexecode est consulté en tant qu'expert au sein d'instances telles que le Groupe Technique de la Commission des Comptes de la Nation, les Commissions du Plan, les groupes GPA du Medef. Il intervient de la même manière auprès des pouvoirs publics et des commissions des assemblées parlementaires pour leur apporter une vision d'entreprise sur la politique économique. Il publie chaque trimestre certains de ses travaux dans la Revue de Rexecode.

